

**CONVENTION NATIONALE D'OBJECTIFS FIXANT UN PROGRAMME
D'ACTIONS DE PRÉVENTION SPÉCIFIQUE
AUX ACTIVITES DES FILIERES VIANDE, VOLAILLE ET PRODUITS
TRANSFORMES**

Référence D 050

Avenant n°1

Suite à l'avis du *Comité Technique National des services, commerces et industries de l'alimentation* (CTN D), en avril 2020, la convention nationale d'objectifs des filières viande, volaille et produits transformés intègre un nouveau signataire :




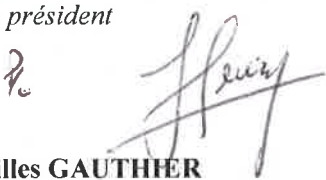


**L'ASSOCIATION DES ENTREPRISES DE PRODUITS ALIMENTAIRES ELABORES
(ADEPALE)**

44 rue d'Alésia - 75014 Paris

Fait à Paris, le

10 NOV. 2020

en 10 exemplaires.

<p>LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE <i>La directrice des risques professionnels par intérim</i></p>  <p>Anne THIEBEAULD</p>	<p>LA CONFEDERATION NATIONALE DE LA TRIPERIE FRANÇAISE (CNTF) <i>Le président</i></p>  <p>Pascal GONNORD</p>
<p>LA FEDERATION NATIONALE DES EXPLOITANTS D'ABATTOIRS PRESTATAIRES DE SERVICES (FNEAP) <i>Le président</i></p> <p>Plo </p> <p>Eric BARNAY S F HEIN</p>	<p>LA FEDERATION NATIONALE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE EN GROS DES VIANDES (FEDEV) <i>Le président</i></p> <p></p> <p>Gilles GAUTHIER</p>
<p>CULTURE VIANDE <i>Le président</i></p> <p>Po </p> <p>Jean Paul BIGARD Mathieu PECQUEUR</p>	<p>LE SYNDICAT NATIONAL DES ENTREPRISES DE TRAVAIL A FAÇON DE LA VIANDE (SYNAFAVIA) <i>Le président</i></p>  <p>Lionel LAURENT</p>

**LE COMITE NATIONAL DES ABATTOIRS ET
ATELIERS DE DECOUPE DE VOLAILLES,
LAPINS ET CHEVREAUX (CNADEV)**

Le président


Gérard SARREAU

**LA FEDERATION FRANÇAISE DES
INDUSTRIELS CHARCUTIERS TRAITEURS
TRANSFORMATEURS DE VIANDE (FICT)**

Le président


Bernard VALLAT

**LA FEDERATION FRANÇAISE DES
INDUSTRIES AVICOLES (FIA)**

Le président


~~Gilles HUTTEPAIN~~

Paul Lopez

L'ADEPALE

Le directeur général


Christian DIVIN

0503 NOV 01

**CONVENTION NATIONALE D'OBJECTIFS
FIXANT UN PROGRAMME D'ACTIONS
DE PREVENTION SPECIFIQUE
AUX ACTIVITES DES FILIERES VIANDE, VOLAILLE ET PRODUITS
TRANSFORMES**

ENTRE

LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE (CNAM)

26-50 avenue du Professeur André Lemierre - 75986 Paris cedex 20

d'une part,

ET

CULTURE VIANDE

17 place des Vins de France - 75012 PARIS

LA CONFEDERATION NATIONALE DE LA TRIPERIE FRANÇAISE (CNTF)

111 rue de l'Aubrac – CP 10209 - 94535 RUNGIS Cedex

LA FEDERATION NATIONALE DES EXPLOITANTS D'ABATTOIRS PRESTATAIRES DE SERVICES (FNEAP)

24 rue des Vignoles - 75020 PARIS

LA FEDERATION NATIONALE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE EN GROS DES VIANDES (FEDEV)

17 place des Vins de France - 75012 PARIS

LE SYNDICAT NATIONAL DES ENTREPRISES DE TRAVAIL A FAÇON DE LA VIANDE (SYNAFAVIA)

17 place des Vins de France - 75012 PARIS

LE COMITE NATIONAL DES ABATTOIRS ET ATELIERS DE DECOUPE DE VOLAILLES, LAPINS ET CHEVREAUX (CNADEV)

3 place Michel Ange - Bat.B Espace Performance - 49300 CHOLET

LA FEDERATION FRANÇAISE DES INDUSTRIES AVICOLES (FIA)

184 rue de Vaugirard - 75015 PARIS

LA FEDERATION FRANÇAISE DES INDUSTRIELS CHARCUTIERS TRAITEURS TRANSFORMATEURS DE VIANDE (FICT)

9 Boulevard Malesherbes – 75008 PARIS

d'autre part,

Il est convenu et accepté ce qui suit :

PREAMBULE

1. L'article L 422.5 du Code de la Sécurité Sociale organise un système d'avances adapté aux possibilités financières des petites et moyennes entreprises permettant de développer auprès d'elles une politique d'investissement dans la prévention.
2. La procédure mise en œuvre par la loi du 27 janvier 1987 en son article 18 est établie sur une base contractuelle liant l'entreprise et la CARSAT, CRAM, ou la CGSS compétente ci-après dénommée Caisse.
3. Elle permettra d'accorder, dans la limite des crédits disponibles à cet effet, à toute entreprise relevant du champ d'application de la présente convention et y souscrivant par un contrat personnalisé, dénommé ci-après contrat de prévention, des avances susceptibles d'être transformées en subventions.

Le contrat de prévention devra être signé avant la fin de la présente convention. La durée du contrat de prévention couvrira une période maximale de trois ans, il pourra être exceptionnellement prolongé en fin de contrat par avenant pour une durée maximale d'un an afin d'aider l'entreprise à réaliser les objectifs fixés.

4. L'investissement dans la prévention est ainsi fondé sur la volonté clairement exprimée par l'entreprise de s'engager avec la Caisse dans une politique de prévention qui lui soit propre, s'adaptant à ses problèmes et s'inscrivant dans le cadre de la présente convention d'objectifs dans la branche d'activité dont elle relève.

ARTICLE 1. - Champ d'application

Les dispositions de la présente convention nationale sont applicables, dans la limite des fonds disponibles, aux entreprises de moins de 200 salariés pour leur établissement exerçant des activités spécifiques aux filières viande, volaille et produits transformés pour lequel elles envisagent de souscrire un contrat de prévention. Les établissements pour lesquels il est possible de signer un contrat sont ceux qui sont classés, en application de l'arrêté en vigueur à la date de signature de la présente convention fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail des activités professionnelles relevant du régime général de la Sécurité Sociale, dans l'un des risques listés dans le tableau suivant :

N° de risque	Libellé
151AE	Abattage du bétail, découpe et commerce de gros de viandes de boucherie. Production de viandes de volailles
151EC	Transformation et conservation de la viande et préparation de produits à base de viande (y compris boyauderie). hors transformation et conservation du poisson



ARTICLE 2 - Objectifs

21. Considérant la politique de prévention définie par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (Cnam) et fixée dans la convention d'objectifs et de gestion de la Branche AT/MP 2018-2022. Considérant les orientations d'utilisation des incitations financières fixées par la Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles du 22 Octobre 2009 et du 08 Décembre 2010.
22. Considérant que le Comité Technique National compétent pour l'ensemble des activités des Services, Commerces et Industries de l'Alimentation, lors de sa séance du 1^{er} octobre 2019 a pris une délibération constatant que les activités visées à l'article 1 demeuraient parmi celles dont le risque est élevé et qu'il était opportun de déterminer un programme d'actions de prévention à leur intention. Ce programme a été élaboré sur la base des principes généraux de prévention, et intègre les Objectifs prioritaires des programmes d'actions nationaux définis par la Cnam dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Gestion 2018-2022 de la Branche ATMP.
23. Considérant les données statistiques du risque AT/MP des secteurs d'activité concernés, en annexe 1
24. La Caisse Nationale de l'Assurance Maladie, au vu de cette délibération, a retenu à l'intention des entreprises souscrivant à la présente convention, par un contrat de prévention, les objectifs propres ci-après :

241. Orientations générales

Cette convention a pour objectif la réduction des risques professionnels, en agissant le plus en amont possible, par l'intégration de la prévention dans les valeurs de l'entreprise, dans ses politiques, dans son organisation, et dans ses moyens et conditions de travail.

A ce titre la convention doit notamment permettre :

- La promotion d'une politique de prévention pérenne, propre à chacune des entreprises et établissements visés par la convention.
- L'amélioration du niveau de prévention du risque AT/MP de l'entreprise
- Le développement de la prise de conscience et de la prise en compte de la prévention dans les comportements de l'ensemble des acteurs.
- L'amélioration du niveau de prévention des risques objectifs de cette convention définis en 242 et 243.
- La promotion des actions innovantes ou exemplaires de prévention susceptibles d'être mises en œuvre par les entreprises.

242. Objectif (s) de prévention (champ général des aides)

Considérant les recommandations R 499 « Travailler au froid sous température dirigée », R 307 « Utilisation des roll conteneurs dans la distribution », R 462 « Bien choisir les revêtements de sol lors de la conception/rénovation/extension des locaux de fabrication de produits alimentaires » et les recommandations régionales : « Risques biologiques dans les filières viandes », « Sécurisation des scies à ruban » et « Plan de prévention pour les entreprises de prestation de découpe », et compte tenu de Bouv'Innov qui propose une

Handwritten signatures and initials: *alp*, *16*, *AE*, *4*, and a large stylized signature.

démarche de progrès liant amélioration des conditions de travail et bientraitance animal qui doivent être mises en œuvre dans les entreprises des secteurs d'activité concernés, les objectifs de cette convention sont :

- La réduction des risques liés aux manutentions et la prévention des TMS
- La réduction des risques liés aux déplacements
- La réduction des risques liés à l'utilisation des couteaux et des machines coupantes
- L'amélioration de la sécurité des zones recevant des animaux vivants

243. Mesures prioritaires à retenir quant aux objectifs choisis :

Les priorités adaptées aux problèmes de la profession et du secteur professionnel visés sont principalement :

- 1 les études ergonomiques, les conseils et l'utilisation d'outils permettant de simuler ou de visualiser en 3D l'implantation de nouveaux investissements afin d'améliorer la prise en compte de l'environnement de travail et de faciliter les échanges avec le personnel dans les études de projet
- 2 les moyens de manutention et de cobotique, et les équipements permettant de sécuriser le convoyage des pièces et carcasses
- 3 les équipements permettant d'améliorer le pouvoir de coupe des couteaux et outils tranchant ainsi que la sécurisation des machines
- 4 l'aménagement des postes de travail
- 5 les sols antidérapants, les équipements et les aménagements sécurisant les circulations des véhicules, des engins, des hommes et des animaux vivants
- 6 les mesures permettant d'améliorer l'environnement de travail (bruit, éclairage, ventilation, froid)

244. Contenu du contrat

Tout contrat de prévention intégrera au moins :

- ① Une mesure exemplaire répondant :
 - soit à l'objectif défini en 242
 - soit considérée comme prioritaire définie dans le paragraphe 243
 - soit une mesure présentant un caractère innovant ou exemplaire pour la prévention des risques professionnels des professions concernées dans la circonscription de la caisse, et en particulier concernant les risques émergents et les mesures organisationnelles.
- ② La formation de l'employeur et/ou de salariés à la prévention des risques biologiques, ou à l'amélioration du pouvoir de coupe des couteaux
- ③ Un engagement de communication et de valorisation sur la mesure prioritaire ou sur la mesure innovante ou exemplaire aidée par le contrat.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large stylized 'S' and several smaller initials like 'MP', 'N', 'AG', 'u', and 'st'.

245. Participation de la Caisse

Le taux de participation de la Caisse aux dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs fixés sera :

- De 15% à 70% pour les mesures définies comme prioritaires au paragraphe 243, ou présentant un caractère innovant ou exemplaire comme défini au paragraphe 244
- De 15 à 25% pour les mesures accompagnées par le contrat de prévention, en dehors des priorités définies aux paragraphes 242 et 243.

Des mesures non aidées pourront être demandées dans le contrat de prévention

Cette participation prendra la forme d'avances susceptibles d'être transformées en subventions. Les avances non transformées en subventions devront être remboursées et seront majorées des intérêts prévus dans le contrat de prévention.

Le montant maximal d'aide apporté par la caisse pour un établissement sera de 99 000 euros.

246. Durée de la convention

La durée de la Convention est de 4 ans à partir de sa date d'entrée en vigueur.

ARTICLE 3 - Modalités d'application

31. Les objectifs définis en 242 et 243, selon les moyens mis en œuvre dans le contrat de prévention, devront être atteints avant la fin du contrat de prévention.
32. Après analyse des risques propres à l'entreprise et mise en œuvre des principes généraux de prévention, les moyens nécessaires, tant sur le plan de l'investissement matériel, des novations technologiques, de l'information, de la formation, que pour toute autre cause, devant être mis en œuvre par l'entreprise pour atteindre les objectifs ci-dessus définis seront arrêtées par la Caisse en accord avec l'entreprise et énoncées avec précision dans le texte du contrat de prévention.
33. Le contrat de prévention fixera un programme et un calendrier d'exécution permettant d'arrêter le montant, les modalités de calcul, les conditions de versement des avances accordées, dans la limite des crédits disponibles, les modalités de leur rémunération et de leur remboursement ou, le cas échéant, les conditions dans lesquelles elles pourront être transformées en subventions si les engagements contractés ont été respectés selon les constatations finales faites par la Caisse avant l'expiration du contrat au regard des objectifs poursuivis.

ARTICLE 4 - Suivi du programme

41. Le contrat de prévention portera mention expresse des observations faites par la Caisse sur la situation de l'entreprise quant à ses obligations sociales qui doivent être respectées. Il comportera également des remarques faites par la caisse au regard de la sécurité dans

HP
W
S
if
AE
4
Ar

l'entreprise, étudiera les faits observés, analysera les risques, établira un diagnostic, dressera un état de situation initiale des risques.

42. Le contrat de prévention précisera les actions à mettre en œuvre, les moyens à mettre en place, les méthodes de prélèvement et de mesures utiles, les lieux où ils seront faits, la consultation du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), ou du Comité Social et Economique (CSE), ou de la Commission santé sécurité et conditions de Travail (CSSCT), ou à défaut celle des Délégués du Personnel (éventuellement constat de carence).

L'avis de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie sera recueilli.

La DIRECCTE sera informée de ce contrat.

43. L'état de situation initiale des risques devra permettre d'identifier et de prendre en compte chacun des éléments dont la modification va concourir à la poursuite de l'objectif ainsi que les caractéristiques techniques et les risques présentés.

431. L'état sera dressé par la Caisse et l'entreprise avec le cas échéant, le concours :

- des Centres Inter régionaux de Mesures Physiques.
- des Laboratoires Inter régionaux de Chimie.

pour effectuer à la demande du service prévention de la caisse et en fonction de leurs disponibilités, les mesures, prélèvements et analyses non réglementaires nécessaires.

432. En tant que de besoin l'état de situation initiale des risques sera complété par des plans et des photographies avec documentation technique.

433. La description des éléments retenus comportera un système de quantification de son évolution et de sa situation finale.

434. Périodiquement, la Caisse évaluera l'état d'avancement des mesures définies dans le contrat de prévention. Plus particulièrement à la fin du contrat de prévention, une évaluation finale devra permettre d'apprécier notamment, par rapport au diagnostic initial, les effets des mesures prises et des moyens employés au regard de chaque risque identifié, ainsi que les résultats obtenus par rapport aux objectifs à atteindre. La Caisse appréciera en outre le coût des mesures et des dispositions prises, la part financée au moyen des avances consenties par la Caisse, la part financée par l'entreprise au moyen d'autres ressources, les coûts supplémentaires supportés par l'entreprise sans aucune aide, le coût total des investissements consentis.

Les rapports établis à cet égard comprendront les mêmes éléments que l'état de situation initiale et seront établis par les mêmes acteurs.

ARTICLE 5 - Détermination du montant des avances

Le montant des avances accordées sera déterminé dans le contrat de prévention sur la base de l'analyse de situation initiale des risques, en raison notamment du montant prévisible des investissements à effectuer et des délais de réalisation.

La quote-part représentée par l'avance dans le financement total de l'opération sera adaptée à chaque cas. Elle sera précisée dans le contrat de prévention et situera entre 15 et 70 % de l'investissement total dans le cadre d'une période maximale de trois ans.

[Handwritten signatures and initials]

ARTICLE 6 - Versement des avances

Le contrat de prévention précisera l'importance respective du versement initial et le cas échéant des versements échelonnés selon le rythme de réalisation des actions prévues au contrat de prévention.

ARTICLE 7 - Conditions de remboursement des avances ou de transformation de celles-ci en subventions

Les sommes avancées sont productives d'un intérêt calculé, à raison de l'intégralité du temps pendant lequel l'entreprise aura eu la disposition effective des fonds, sur la base du taux d'intérêt servi au titulaire d'un livret de développement durable en vigueur à la date de signature du contrat de prévention. L'intérêt ainsi calculé est exigible aux mêmes dates et selon les mêmes conditions que le remboursement des sommes avancées telles qu'elles devront être prévues par le contrat de prévention.

Le contrat de prévention devra prévoir les conditions dans lesquelles les avances pourront, être transformées en subventions.

ARTICLE 8 - Contrats de prévention

Sur la base des dispositions qui précèdent, et conformément aux dispositions des articles 20 et 21 de l'arrêté du 09 Décembre 2010, la caisse pourra conclure, dans la limite des crédits disponibles, et sous réserve de l'application des dispositions de l'article L 151-1 du Code de la Sécurité Sociale, avec toute entreprise dont l'établissement, objet de la demande, relève de sa circonscription et exerce une activité comprise dans le champ d'application défini à l'article 1 de la présente Convention, un contrat de prévention adapté à ses particularités et à ses problèmes.

ARTICLE 9 - Engagement des Fédérations Professionnelles

Les organisations professionnelles signataires de cette convention s'engagent à promouvoir au niveau national et régional cette convention, et à mener des actions de communication portant sur les priorités retenues. Les actions liées à cet engagement sont portées en annexe 2 de cette convention.

ARTICLE 10 - Ambition des Signataires

L'ambition des signataires de cette convention est d'accompagner 100 établissements afin de soustraire 5000 salariés aux risques liés aux objectifs définis au paragraphe 242.

NP
N
S
19
AE
U
AF

ARTICLE 11 - Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur le 28.01.2020 pour la durée arrêtée au paragraphe 246.

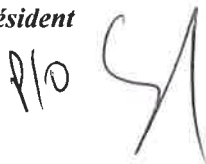
Fait à Paris le 28.01.2020 en 9 exemplaires.

**LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE
MALADIE**
La directrice des risques professionnels par intérim



Anne THIEBEAULD

**LA FEDERATION NATIONALE DES
EXPLOITANTS D'ABATTOIRS
PRESTATAIRES DE SERVICES (FNEAP)**
Le président



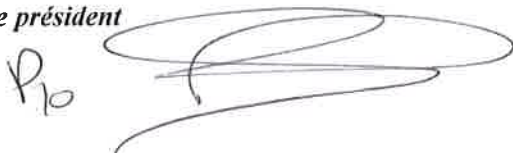
Eric BARNAY

CULTURE VIANDE
Le président

Po Mathieu Pecqueur


Jean Paul BIGARD

**LE COMITE NATIONAL DES ABATTOIRS ET
ATELIERS DE DECOUPE DE VOLAILLES,
LAPINS ET CHEVREAUX (CNADEV)**
Le président



Gérard SARREAU

**LA FEDERATION FRANÇAISE DES
INDUSTRIELS CHARCUTIERS TRAITEURS
TRANSFORMATEURS DE VIANDE (FICT)**
Le président



Bernard VALLAT

**LA CONFEDERATION NATIONALE DE LA
TRIPERIE FRANÇAISE (CNTF)**
Le président



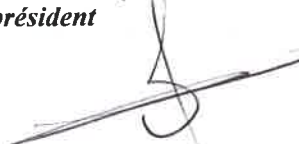
Pascal GONNORD

**LA FEDERATION NATIONALE DE
L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE EN
GROS DES VIANDES (FEDEV)**
Le président



Gilles GAUTHIER

**LE SYNDICAT NATIONAL DES
ENTREPRISES DE TRAVAIL A FAÇON DE
LA VIANDE (SYNAFAVIA)**
Le président



Lionel LAURENT

**LA FEDERATION FRANÇAISE DES
INDUSTRIES AVICOLES (FIA)**
Le président



Gilles HUTTEPAIN

Paul LOPEZ

ANNEXE 1

Données Statistiques des AT¹ et des MP²

ANNEXE 2

Engagements des fédérations professionnelles

¹ AT : Accident du travail

² MP : Maladie professionnelle

Synthèse 2017 et évolutions depuis 2013

	nombre	évolution 2017/2016	
Accidents de travail	2 809	-6,4%	↓
Indice de fréquence	71,2	-8,8%	↓
Accidents de trajet	171	4,3%	↑
Maladies professionnelles	896	3,3%	↑
Nombre de salariés	39 429	2,6%	↑

Détail par risque

Accidents de travail	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'Acc. de travail en 1er régl. :	3 115	2 997	2 931	3 002	2 809
Nombre de salariés	37 763	37 314	38 204	38 430	39 429
Nombre de nouvelles IP :	223	192	187	162	151
Nombre de décès :	1	1	0	2	0
Nombre de journées perdues :	169 640	177 566	168 364	167 721	164 125
Indice de fréquence :	82,5	80,3	76,7	78,1	71,2

Accidents de trajet	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'Acc. de trajet en 1er régl. :	212	154	178	164	171
Nombre de nouvelles IP :	15	11	11	10	9
Nombre de décès :	1	0	1	1	1
Nombre de journées perdues :	13 619	11 754	11 792	10 690	12 957

Maladies professionnelles	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de MP en 1er régl. :	1 029	951	913	867	896
Nombre de nouvelles IP :	304	278	284	221	276
Nombre de décès :	0	0	0	0	0
Nombre de journées perdues :	219 244	216 165	202 216	206 476	206 244

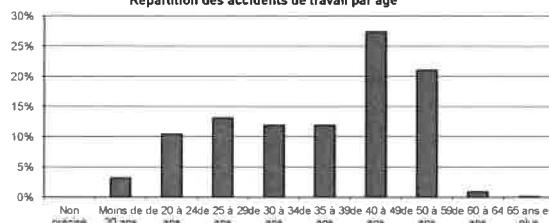
N.B. : Périmètre actuel des CTN

Salariés concernés par les accidents du travail

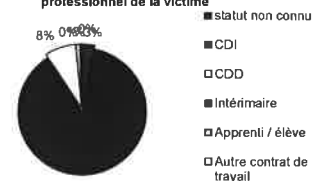
Répartition des accidents de travail par sexe



Répartition des accidents de travail par âge



Répartition des AT suivant le statut professionnel de la victime



Circonstances des accidents du travail

Répartition des AT suivant le risque à l'origine de l'accident



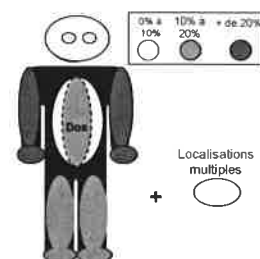
Répartition suivant le risque à l'origine de l'accident (ordre décroissant)

Manutention manuelle	50%
Outillage à main	23%
Chutes de plain-pied	11%
Chutes de hauteur	7%
Agressions (y compris par animaux)	5%
Autre	3%

Lésions occasionnées par les accidents du travail

Répartition des AT selon le siège des lésions

Tête et cou, y compris yeux	5%
Membres supérieurs, y compris doigts et mains	48%
Torse et organes	4%
Dos	17%
Membres inférieurs	18%
Multiples endroits du corps affectés	3%
Inconnue ou non précisée	4%

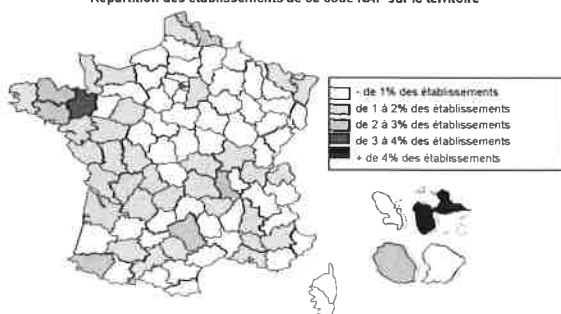


Répartition des AT selon la nature de lésion (ordre décroissant)

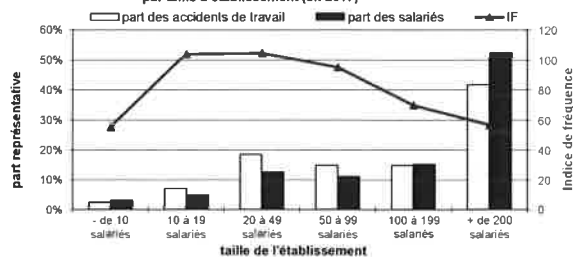
Traumatismes internes	22%
Plaies ouvertes	20%
Commotions et traumatismes internes	13%
Chocs traumatiques	10%
Blessures superficielles	9%
Autre	26%

Entreprises concernées

Répartition des établissements de ce code NAF sur le territoire



Répartition des accidents de travail et des effectifs salariés par taille d'établissement (en 2017)



NAF niveau 1 : Industrie manufacturière
ACCIDENTS DE TRAVAIL ANNEE 2017

NAF niveau 5 : 1011Z

Transformation et conservation de la viande de boucherie

Nombre de salariés :
Nombre d'accidents de travail en premier règlement :
dont avec au moins 4 jours d'arrêt :
Nombre de nouvelles incapacités permanentes :
Nombre de décès :
Nombre de journées perdues :

30 428
2 809
2 592
151
0
164 125

Indice de fréquence :
Taux de fréquence :
Taux de gravité :
Indice de gravité :
Nombre d'établissements :

71,2
43,2
2,5
18,6
890

	Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues		Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
1 Non précisé	0	0	0	0	1 Non précisé	55	5	0	3 186
2 Moins de 20 ans	88	4	0	2 380	2 lieu de travail habituel	2 188	115	0	128 886
3 de 20 à 24 ans	293	4	0	10 558	3 lieu de travail occasionnel	61	4	0	3 100
4 de 25 à 29 ans	369	5	0	16 015	4 lieu du repas	3	1	0	95
5 de 30 à 34 ans	335	12	0	20 815	7 au cours d'un déplacement pour l'employeur	87	4	0	5 995
6 de 35 à 39 ans	335	17	0	19 098	8 Non codés	199	22	0	22 863
7 de 40 à 49 ans	769	43	0	50 266	REPARTITION SUIVANT LE TYPE DE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
8 de 50 à 59 ans	592	63	0	42 509	1 Site industriel	1 902	106	0	112 640
9 de 60 à 64 ans	25	3	0	2 236	2 Chantier, construction, carrière, mine à ciel ouvert	6	0	0	295
10 65 ans et plus	3	0	0	248	3 Lieu pour agriculture, élevage, pisciculture, zone forest.	19	0	0	785
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME					4 Lieu d'activité tertiaire, bureau, divertissement, divers	131	11	0	7 397
1 masculin	2 304	122	0	129 280	5 Etablissement de soins	1	0	0	13
2 féminin	505	29	0	34 845	6 Lieu public	37	0	0	1 765
REPARTITION SUIVANT LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE					7 Domicile	6	1	0	225
1 Non précisé	243	15	0	12 937	8 Lieu d'activité sportive	1	0	0	15
2 Cadres, techniciens, a.m.	85	8	0	7 407	9 En l'air, en hauteur - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
3 Employés	315	10	0	16 017	10 Sous terre - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
4 Apprentis	35	0	0	684	11 Sur l'eau - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
5 Elèves	0	0	0	0	12 En milieu hyperbare - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
6 Ouvriers non qualifiés	538	34	0	36 175	13 Autre ou sans information	291	11	0	18 127
7 Ouvriers qualifiés	1 256	65	0	74 510	14 Non codés	199	22	0	22 863
8 Divers	2	0	0	301	REPARTITION SUIVANT LA DEVIATION ⁽¹⁾				
9 Non codés	337	19	0	16 094	1 Problème électrique, explosion, feu	5	0	0	129
REPARTITION SUIVANT LA NATURE DES LESIONS					2 Débordement, renversement, fuite, etc.	17	0	0	255
1 Nature inconnue ou non précisée	130	7	0	11 190	3 Eclatement, glissade, chute, etc. d'agent matériel	122	5	0	5 695
2 Blessures superficielles	257	11	0	11 589	4 Perte de contrôle	663	32	0	29 881
3 Plaies ouvertes	555	31	0	19 505	5 Glissade ou trébuchement avec chute	287	24	0	25 644
4 Autres plaies et blessures superficielles	75	3	0	3 288	6 Mouvement corps sans contrainte	558	33	0	29 871
5 Fractures fermées	102	10	0	11 528	7 Mouvement corps avec contrainte	559	22	0	38 326
6 Fractures ouvertes	17	1	0	3 521	8 Surprise, violence, agression, menace, etc.	64	3	0	4 182
7 Autres fractures osseuses	9	3	0	416	9 Autre ou sans information	119	10	0	9 479
8 Luxations et sub-luxations	24	2	0	3 281	10 Non codés	199	22	0	22 863
9 Entorses et foulures	225	4	0	12 261	REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATERIEL DE LA DEVIATION ⁽¹⁾				
10 Autres luxations, entorses, foulures	14	4	0	829	1 Bâtiments, surfaces à niveau	247	17	0	17 265
11 Arrachements traumatiques	6	4	0	555	2 Bâtiments, constructions, surfaces hauteur	71	8	0	7 265
12 Commotions et traumatismes internes	354	17	0	21 295	3 Bâtiments, constructions, surfaces profondeur	0	0	0	0
13 Traumatismes internes	629	21	0	36 829	4 Dispositifs de distribution de matière	7	0	0	333
14 Autres commotions, traumatismes internes	23	1	0	1 809	5 Moteurs, dispositifs transmis./stockage énergie	8	1	0	275
15 Brûlures (thermiques)	10	0	0	138	6 Outils à main non motorisés	446	14	0	14 517
16 Brûlures chimiques (corrosions)	6	1	0	159	7 Outils mécaniques tenus main	24	2	0	936
17 Gelures	0	0	0	0	8 Outils à main, sans précision sur motorisation	5	1	0	346
18 Autres brûlures et gelures	2	0	0	20	9 Machines, équipements portables ou mobiles	2	0	0	194
19 Empoisonnements aigus	0	0	0	0	10 Machines et équipements fixes	90	8	0	5 185
20 Infections aiguës	1	0	0	1	11 Dispositifs convoyage, transport, stockage	247	12	0	13 676
21 Autres empoisonnements, infections	2	0	0	13	12 Véhicules terrestres	27	1	0	1 902
22 Asphyxies	0	0	0	0	13 Autres véhicules de transport	2	0	0	91
23 Noyades et submersions non mortelles	0	0	0	0	14 Matériaux, objets, produits, bris; poussières, etc.	505	25	0	31 082
24 Autres noyades et asphyxies	0	0	0	0	15 Substances chimiques, explosives, radioactives...	13	0	0	210
25 Perte auditive aiguë	0	0	0	0	16 Dispositifs et équipements de sécurité	1	0	0	5
26 Effets de la pression (barotrauma)	0	0	0	0	17 Equipements bureau, sport, armes, domestiques...	19	1	0	1 002
27 Autres effets bruit, vibrations et pression	0	0	0	0	18 Organismes vivants et êtres humains	104	6	0	8 900
28 Chaleur et coups de soleil	0	0	0	0	19 Déchets en vrac	40	0	0	1 841
29 Effets des radiations (non thermiques)	0	0	0	0	20 Phénomènes physiques, éléments naturels	0	0	0	120
30 Effets du froid	0	0	0	0	21 Autre ou sans information	536	33	0	38 117
31 Autres effets l', lumière, radiations	0	0	0	0	22 Non codés	199	22	0	22 863
32 Chocs suite à agressions et menaces	0	0	0	0	REPARTITION SUIVANT L'ACTIVITE PHYSIQUE SPECIFIQUE ⁽¹⁾				
33 Chocs traumatiques	282	19	0	19 763	1 Opération de machine	87	10	0	5 026
34 Autres chocs	18	1	0	575	2 Travail avec des outils à main	474	24	0	21 831
35 Blessures multiples	12	3	0	1 025	3 Conduite/présence moyen de transport-manutention...	69	2	0	3 562
36 Autres blessures déterminées non classées	56	8	0	4 535	4 Manipulation d'objets	700	32	0	39 886
REPARTITION SUIVANT LE SIEGE DES LESIONS					5 Transport manuel	428	20	0	26 731
1 Localisation de la blessure non déterminée	111	6	0	10 524	6 Mouvement	495	33	0	34 632
2 Tête, sans autre spécification	105	6	0	2 954	7 Présence	80	2	0	3 946
3 Cou, dont colonne vertébrale et vertèbres du cou	37	1	0	2 339	8 Autre ou sans information	61	6	0	5 646
4 Dos, dont colonne vertébrale et vertèbres du dos	478	18	0	25 747	9 Non codés	199	22	0	22 863
5 Torse et organes, sans autre spécification	125	1	0	3 828	REPARTITION SUIVANT LA MODALITE DE LA BLESSURE ⁽¹⁾				
6 Membres supérieurs, sans autre spécification	1 356	99	0	85 484	1 Contact courant électrique, l', substance dangereuse	26	1	0	633
7 Membres inférieurs, sans autre spécification	493	15	0	26 247	2 Noyade, ensevelissement, enveloppement	0	0	0	0
8 Ensemble du corps et endroits multiples	89	3	0	5 711	3 Ecrasement mouvement vertical ou horizontal	267	23	0	21 861
9 Autres parties du corps blessées	15	2	0	1 291	4 Heurt par objet en mouvement	184	9	0	10 286
					5 Contact agent matériel coupant, pointu, etc.	676	36	0	27 475
					6 Coincement, écrasement, etc.	181	16	0	9 188
					7 Contrainte du corps, contrainte psychique	969	36	0	65 971
					8 Morsure, coup de pied, etc.	34	2	0	1 624
					9 Autre ou sans information	57	6	0	4 224
					10 Non codés	199	22	0	22 863

(1) Nombre d'AT avec un 1er règlement en 2017 et ayant eu au moins 4 jours d'arrêt en 2017

Synthèse 2017 et évolutions depuis 2013

	nombre	évolution 2017/2016
Accidents de travail	1 204	0,8% →
Indice de fréquence	56,8	-4,9% ↘
Accidents de trajet	88	14,3% ↗
Maladies professionnelles	499	-0,2% →
Nombre de salariés	21 203	5,9% ↗

Détail par risque

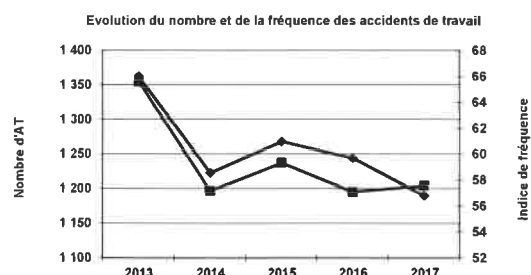
	2013	2014	2015	2016	2017
Accidents de travail					
Nombre d'Acc. de travail en 1er régl. :	1 355	1 197	1 237	1 195	1 204
Nombre de salariés	20 528	20 443	20 293	20 023	21 203
Nombre de nouvelles IP :	74	72	55	68	64
Nombre de décès :	0	0	0	0	0
Nombre de journées perdues :	72 090	67 449	68 871	81 632	79 655
Indice de fréquence :	66,0	58,6	61,0	59,7	56,8

	2013	2014	2015	2016	2017
Accidents de trajet					
Nombre d'Acc. de trajet en 1er régl. :	111	93	71	77	88
Nombre de nouvelles IP :	7	3	5	1	3
Nombre de décès :	0	0	0	1	0
Nombre de journées perdues :	6 092	5 426	5 068	6 176	6 838

	2013	2014	2015	2016	2017
Maladies professionnelles					
Nombre de MP en 1er régl. :	599	585	517	500	499
Nombre de nouvelles IP :	242	155	163	159	146
Nombre de décès :	0	0	0	0	0
Nombre de journées perdues :	146 046	147 209	151 694	148 879	151 499

N.B. : Périmètre actuel des CTN.

Accidents du travail

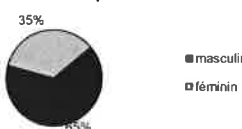


Principales maladies professionnelles

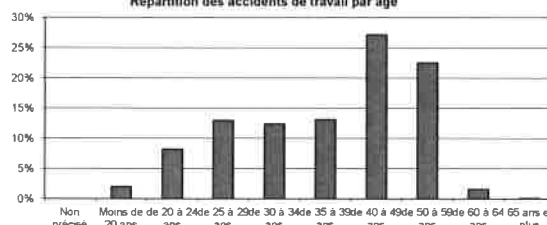
Code tableau	Libellé du tableau	Nb MP	%	Nb 2016
057A	Affections périarticulaires	485	97%	485
098A	Aff. Rachis lombaire/manutention charges lourdes	10	2%	9
Alinéa 4	Alinéa 4	2	0%	1
066A	Aff. Respir. / allergie	1	0%	0
066B	Pneumopathies d'hypersensibilité	1	0%	1
Autres MP		0	0%	4

Salariés concernés par les accidents du travail

Répartition des accidents de travail par sexe



Répartition des accidents de travail par âge

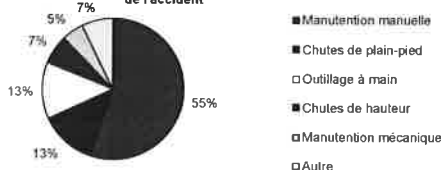


Répartition des AT suivant le statut professionnel de la victime



Circonstances des accidents du travail

Répartition des AT suivant le risque à l'origine de l'accident



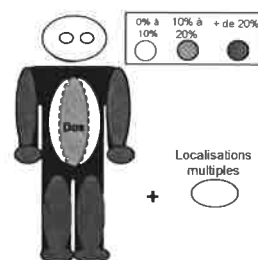
Répartition suivant le risque à l'origine de l'accident (ordre décroissant)

	%
Manutention manuelle	55%
Chutes de plain-pied	13%
Outillage à main	13%
Chutes de hauteur	7%
Manutention mécanique	5%
Autre	7%

Lésions occasionnées par les accidents du travail

Répartition des AT selon le siège des lésions

Tête et cou, y compris yeux	5%
Membres supérieurs, y compris doigts et mains	43%
Torse et organes	3%
Dos	18%
Membres inférieurs	22%
Multiples endroits du corps affectés	3%
Inconnue ou non précisée	6%

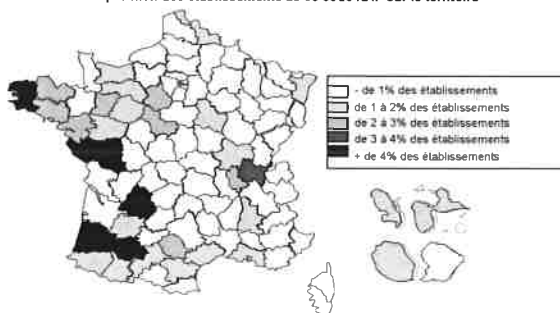


Répartition des AT selon la nature de lésion (ordre décroissant)

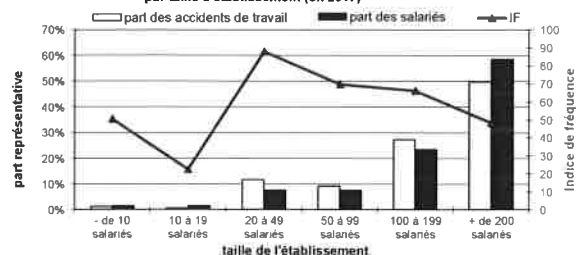
Traumatismes internes	20%
Plaies ouvertes	14%
Chocs traumatiques	13%
Commotions et traumatismes internes	12%
Entorses et foulures	12%
Autre	30%

Entreprises concernées

Répartition des établissements de ce code NAF sur le territoire



Répartition des accidents de travail et des effectifs salariés par taille d'établissement (en 2017)



Nombre de salariés :

21 203

Indice de fréquence :

56,8

Nombre d'accidents de travail en premier règlement :
dont avec au moins 4 jours d'arrêt :

1 204

Taux de fréquence :

35,8

1 088

Taux de gravité :

2,4

Nombre de nouvelles incapacités permanentes :

64

Indice de gravité :

16,2

Nombre de décès :

0

Nombre d'établissements :

275

Nombre de journées perdues :

79 655

	Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues		Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
1 Non précisé	0	0	0	0	1 Non précisé	50	3	0	4 862
2 Moins de 20 ans	24	0	0	709	2 lieu de travail habituel	960	52	0	63 826
3 de 20 à 24 ans	99	2	0	3 555	3 lieu de travail occasionnel	7	2	0	1 014
4 de 25 à 29 ans	156	3	0	6 020	4 lieu du repas	0	2	0	234
5 de 30 à 34 ans	149	7	0	10 176	7 au cours d'un déplacement pour l'employeur	14	1	0	1 375
6 de 35 à 39 ans	158	7	0	10 122	8 Non codés	57	4	0	8 544
7 de 40 à 49 ans	327	22	0	23 012	REPARTITION SUIVANT LE TYPE DE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
8 de 50 à 59 ans	271	19	0	24 088	1 Site industriel	867	55	0	58 617
9 de 60 à 64 ans	19	4	0	1 962	2 Chantier, construction, carrière, mine à ciel ouvert	0	0	0	3
10 65 ans et plus	1	0	0	11	3 Lieu pour agriculture, élevage, pisciculture, zone forest.	9	0	0	240
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME					4 Lieu d'activité tertiaire, bureau, divertissement, divers	29	0	0	2 321
1 masculin	787	35	0	46 385	5 Établissement de soins	0	0	0	0
2 féminin	417	29	0	33 270	6 Lieu public	15	3	0	545
REPARTITION SUIVANT LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE					7 Domicile	0	0	0	184
1 Non précisé	33	6	0	2 753	8 Lieu d'activité sportive	0	0	0	0
2 Cadres, techniciens, a.m.	35	1	0	1 994	9 En l'air, en hauteur - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
3 Employés	61	3	0	3 226	10 Sous terre - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
4 Apprentis	1	0	0	74	11 Sur l'eau - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
5 Élèves	0	0	0	0	12 En milieu hyperbare - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
6 Ouvriers non qualifiés	250	23	0	23 858	13 Autre ou sans information	111	2	0	9 201
7 Ouvriers qualifiés	688	28	0	41 598	14 Non codés	57	4	0	8 544
8 Divers	1	0	0	14	REPARTITION SUIVANT LA DÉVIATION ⁽¹⁾				
9 Non codés	135	3	0	6 138	1 Problème électrique, explosion, feu	1	0	0	17
REPARTITION SUIVANT LA NATURE DES LÉSIONS					2 Débordement, renversement, fuite, etc.	8	0	0	430
1 Nature inconnue ou non précisée	86	2	0	6 922	3 Éclatement, glissement, chute, etc. d'agent matériel	56	3	0	3 650
2 Blessures superficielles	113	5	0	7 344	4 Perte de contrôle	229	18	0	12 926
3 Plaies ouvertes	166	8	0	5 266	5 Glissade ou trébuchement avec chute	136	7	0	12 076
4 Autres plaies et blessures superficielles	33	2	0	1 860	6 Mouvement corps sans contrainte	286	15	0	19 785
5 Fractures fermées	44	6	0	5 071	7 Mouvement corps avec contrainte	238	13	0	16 806
6 Fractures ouvertes	5	1	0	940	8 Surprise, violence, agression, menace, etc.	7	0	0	377
7 Autres fractures osseuses	2	1	0	456	9 Autre ou sans information	70	4	0	5 044
8 Luxations et sub-luxations	20	2	0	2 941	10 Non codés	57	4	0	8 544
9 Entorses et foulures	142	7	0	8 441	REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATÉRIEL DE LA DÉVIATION ⁽¹⁾				
10 Autres luxations, entorses, foulures	7	0	0	1 578	1 Bâtiments, surfaces à niveau	124	7	0	10 371
11 Amputations traumatiques	4	7	0	1 337	2 Bâtiments, constructions, surfaces hauteur	40	4	0	3 133
12 Commotions et traumatismes internes	144	2	0	8 070	3 Bâtiments, constructions, surfaces profondeur	1	0	0	62
13 Traumatismes internes	235	11	0	15 730	4 Dispositifs de distribution de matière	9	1	0	603
14 Autres commotions, traumatismes internes	11	1	0	469	5 Moteurs, dispositifs transmis/stockage énergie	6	0	0	368
15 Brûlures (chimiques)	4	0	0	197	6 Outils à main non motorisés	117	10	0	5 199
16 Brûlures chimiques (corrosions)	5	0	0	74	7 Outils mécaniques tenus main	10	2	0	855
17 Gelures	0	0	0	0	8 Outils à main, sans précision sur motorisation	1	0	0	264
18 Autres brûlures et gelures	0	0	0	0	9 Machines, équipements portables ou mobiles	4	1	0	586
19 Empoisonnements aigus	0	0	0	0	10 Machines et équipements fixes	51	6	0	2 963
20 Infections aiguës	0	0	0	0	11 Dispositifs convoyage, transport, stockage	186	9	0	13 483
21 Autres empoisonnements, infections	1	0	0	10	12 Véhicules terrestres	6	1	0	164
22 Asphyxies	0	0	0	0	13 Autres véhicules de transport	0	0	0	0
23 Noyades et submersions non mortelles	0	0	0	0	14 Matériaux, objets, produits, bris, poussières, etc.	219	7	0	13 125
24 Autres noyades et asphyxies	0	0	0	0	15 Substances chimiques, explosives, radioactives...	2	0	0	213
25 Perte auditive aiguë	0	0	0	0	16 Dispositifs et équipements de sécurité	1	0	0	4
26 Effets de la pression (barotrauma)	0	0	0	0	17 Équipements bureau, sport, armes, domestiques...	10	0	0	667
27 Autres effets bruit, vibrations et pression	0	0	0	0	18 Organismes vivants et êtres humains	14	1	0	990
28 Chaleur et coups de soleil	0	0	0	0	19 Déchets en vrac	0	0	0	6
29 Effets des radiations (non thermiques)	0	0	0	0	20 Phénomènes physiques, éléments naturels	0	0	0	0
30 Effets du froid	0	0	0	0	99 Autre ou sans information	230	11	0	18 025
31 Autres effets l', lumière, radiations	0	0	0	0	Non codés	57	4	0	8 544
32 Chocs suite à agressions et menaces	0	0	0	0	REPARTITION SUIVANT L'ACTIVITÉ PHYSIQUE SPÉCIFIQUE ⁽¹⁾				
33 Chocs traumatiques	159	6	0	10 769	1 Opération de machine	67	9	0	5 257
34 Autres chocs	3	1	0	705	2 Travail avec des outils à main	122	11	0	6 260
35 Blessures multiples	3	0	0	612	3 Conduite/présence moyen de transport-manutention...	61	1	0	2 997
36 Autres blessures déterminées non classées	17	2	0	863	4 Manipulation d'objets	314	17	0	19 496
REPARTITION SUIVANT LE SIÈGE DES LÉSIONS					5 Transport manuel	169	8	0	13 153
1 Localisation de la blessure non déterminée	67	1	0	6 413	6 Mouvement	233	11	0	18 996
2 Tête, sans autre spécification	45	0	0	2 303	7 Présence	27	0	0	1 667
3 Cou, dont colonne vertébrale et vertèbres du cou	21	1	0	1 168	9 Autre ou sans information	38	3	0	3 285
4 Dos, dont colonne vertébrale et vertèbres du dos	213	7	0	14 438	Non codés	57	4	0	8 544
5 Torse et organes, sans autre spécification	36	0	0	1 075	REPARTITION SUIVANT LA MODALITÉ DE LA BLESSURE ⁽¹⁾				
6 Membres supérieurs, sans autre spécification	515	45	0	36 332	1 Contact courant électrique, l', substance dangereuse	14	1	0	1 375
7 Membres inférieurs, sans autre spécification	268	8	0	14 174	2 Noyade, ensevelissement, enveloppement	1	0	0	6
8 Ensemble du corps et endroits multiples	32	2	0	3 373	3 Écrasement mouvement vertical ou horizontal	131	9	0	13 025
9 Autres parties du corps blessées	7	0	0	379	4 Heurt par objet en mouvement	83	4	0	5 167
					5 Contact agent matériel coupant, pointu, etc.	216	18	0	9 314
					6 Coincement, écrasement, etc.	118	7	0	6 980
					7 Contrainte du corps, contrainte psychique	402	17	0	31 679
					8 Morsure, coup de pied, etc.	5	0	0	107
					9 Autre ou sans information	61	4	0	3 458
					Non codés	57	4	0	8 544

(1) Nombre d'AT avec un 1er règlement en 2017 et ayant eu au moins 4 jours d'arrêt en 2017

Synthèse 2017 et évolutions depuis 2013

	nombre	évolution 2017/2016
Accidents de travail	1 580	-15.3%
Indice de fréquence	61.9	-10.4%
Accidents de trajet	102	8.5%
Maladies professionnelles	336	-14.5%
Nombre de salariés	25 523	-5.5%

Détail par risque

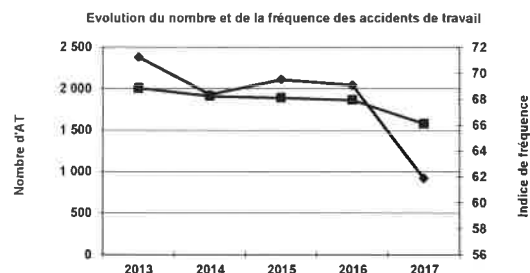
Accidents de travail	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'Acc. de travail en 1er régl. :	2 005	1 912	1 894	1 866	1 580
Nombre de salariés	28 149	27 973	27 250	27 016	25 523
Nombre de nouvelles IP :	121	118	82	97	88
Nombre de décès :	0	0	0	0	1
Nombre de journées perdues :	103 193	100 925	96 611	109 607	94 993
Indice de fréquence :	71,2	68,4	69,5	69,1	61,9

Accidents de trajet	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'Acc. de trajet en 1er régl. :	132	119	109	94	102
Nombre de nouvelles IP :	13	10	9	9	6
Nombre de décès :	0	0	0	1	2
Nombre de journées perdues :	10 801	8 021	9 116	6 535	8 052

Maladies professionnelles	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de MP en 1er régl. :	431	445	377	393	336
Nombre de nouvelles IP :	160	157	155	115	128
Nombre de décès :	0	0	0	0	0
Nombre de journées perdues :	100 590	100 774	93 125	99 834	81 586

N.B. : Périmètre actuel des CTN

Accidents du travail



Principales maladies professionnelles

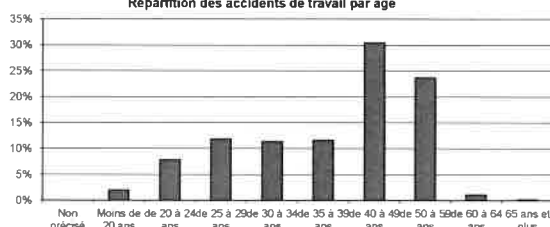
Codé tableau	Libellé du tableau	Nb MP	%	Nb 2016
057A	Affections périarticulaires	310	92%	380
098A	Aff. Rachis lombaire/manutention charges lourdes	16	5%	9
042A	Surdité	2	1%	1
Alinéa 4	Alinéa 4	2	1%	0
036A	huiles et graisses animales ou de synthèse	1	0%	0
Autres MP		5	1%	3

Salariés concernés par les accidents du travail

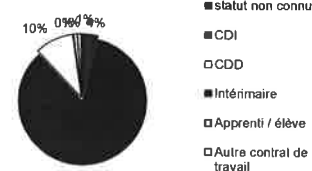
Répartition des accidents de travail par sexe



Répartition des accidents de travail par âge

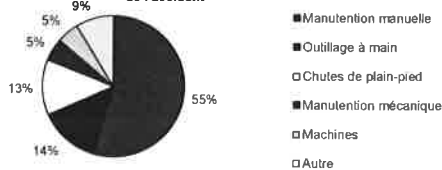


Répartition des AT suivant le statut professionnel de la victime



Circonstances des accidents du travail

Répartition des AT suivant le risque à l'origine de l'accident



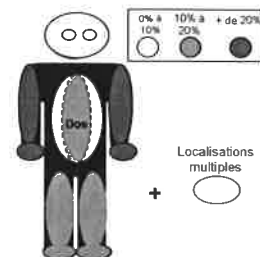
Répartition suivant le risque à l'origine de l'accident (ordre décroissant)

Manutention manuelle	55%
Outillage à main	14%
Chutes de plain-pied	13%
Manutention mécanique	5%
Machines	5%
Autre	9%

Lésions occasionnées par les accidents du travail

Répartition des AT selon le siège des lésions

Tête et cou, y compris yeux	5%
Membres supérieurs, y compris doigts et mains	50%
Torse et organes	2%
Dos	19%
Membres inférieurs	17%
Plusieurs endroits du corps affectés	4%
Inconnue ou non précisée	3%

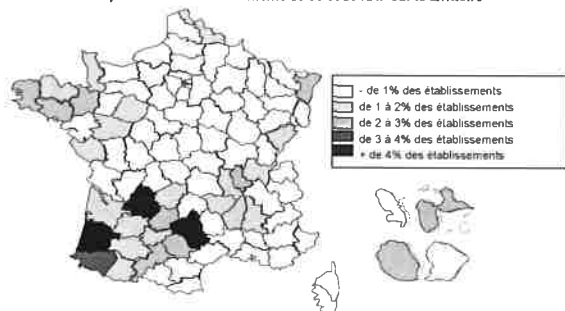


Répartition des AT selon la nature de lésion (ordre décroissant)

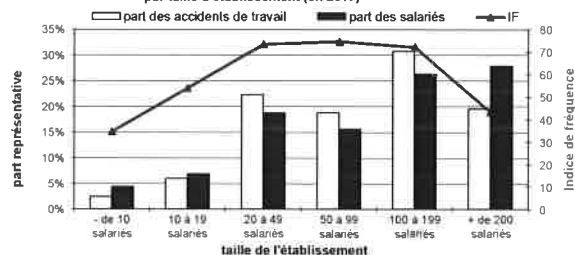
Traumatismes internes	23%
Plaies ouvertes	17%
Commotions et traumatismes internes	11%
Chocs traumatiques	10%
Blessures superficielles	9%
Autre	30%

Entreprises concernées

Répartition des établissements de ce code NAF sur le territoire



Répartition des accidents de travail et des effectifs salariés par taille d'établissement (en 2017)



Nombre de salariés :

25 523

Indice de fréquence :

61,9

Nombre d'accidents de travail en premier règlement :

1 580

Taux de fréquence :

38,7

dont avec au moins 4 jours d'arrêt :

1 408

Taux de gravité :

2,3

Nombre de nouvelles incapacités permanentes :

88

Indice de gravité :

20,9

Nombre de décès :

1

Nombre d'établissements :

715

Nombre de journées perdues :

94 993

	Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues		Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
1 Non précisé	0	0	0	0	1 Non précisé	12	0	0	1 698
2 Moins de 20 ans	31	1	0	590	2 Lieu de travail habituel	1 275	79	1	78 382
3 de 20 à 24 ans	124	3	0	5 286	3 Lieu de travail occasionnel	25	3	0	2 227
4 de 25 à 29 ans	187	6	0	8 281	4 Lieu du repas	3	1	0	684
5 de 30 à 34 ans	180	5	0	8 652	5 au cours d'un déplacement pour l'employeur	17	0	0	1 777
6 de 35 à 39 ans	184	9	0	9 755	6 Non codés	74	5	0	10 235
7 de 40 à 49 ans	481	22	0	30 342	REPARTITION SUIVANT LE TYPE DE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
8 de 50 à 59 ans	374	40	1	31 328	1 Site industriel	1 075	70	1	67 597
9 de 60 à 64 ans	17	1	0	677	2 Chantier, construction, carrière, mine à ciel ouvert	4	0	0	123
10 65 ans et plus	2	1	0	82	3 Lieu pour agriculture, élevage, pisciculture, zone forest.	1	0	0	58
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME					4 Lieu d'activité tertiaire, bureau, divertissement, divers	81	5	0	4 664
1 masculin	995	55	1	58 035	5 Établissement de soins	2	1	0	287
2 féminin	585	33	0	36 958	6 Lieu public	20	0	0	2 205
REPARTITION SUIVANT LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE					7 Domicile	1	0	0	25
1 Non précisé	132	10	0	7 812	8 Lieu d'activité sportive	0	0	0	75
2 Cadres, techniciens, a.m.	79	5	0	4 557	9 En l'air, en hauteur - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
3 Employés	112	6	0	6 353	10 Sous terre - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
4 Apprentis	13	1	0	377	11 Sur l'eau - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
5 Élèves	0	0	0	0	12 En milieu hyperbare - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
6 Ouvriers non qualifiés	377	15	0	22 431	13 Autre ou sans information	149	7	0	9 724
7 Ouvriers qualifiés	678	45	1	47 758	14 Non codés	74	5	0	10 235
8 Divers	0	1	0	27	REPARTITION SUIVANT LA DEVIATION ⁽¹⁾				
9 Non codés	189	5	0	5 678	1 Problème électrique, explosion, feu	8	0	0	145
REPARTITION SUIVANT LA NATURE DES LÉSIONS					2 Débordement, renversement, fuite, etc.	18	1	0	361
1 Nature inconnue ou non précisée	56	2	1	6 633	3 Éclatement, glissade, chute, etc. d'agent matériel	76	4	0	5 216
2 Blessures superficielles	140	5	0	5 122	4 Perte de contrôle	363	25	0	18 633
3 Plaies ouvertes	265	10	0	6 482	5 Glissade ou trébuchement avec chute	176	16	1	15 947
4 Autres plaies et blessures superficielles	52	2	0	1 376	6 Mouvement corps sans contrainte	286	18	0	15 380
5 Fractures fermées	61	13	0	8 545	7 Mouvement corps avec contrainte	331	17	0	23 734
6 Fractures ouvertes	12	4	0	1 142	8 Surprise, violence, agression, menace, etc.	3	0	0	467
7 Autres fractures osseuses	5	2	0	373	9 Autre ou sans information	73	2	0	4 875
8 Luxations et sub-luxations	21	2	0	909	10 Non codés	74	5	0	10 235
9 Entorses et foulures	123	5	0	7 799	REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATÉRIEL DE LA DEVIATION ⁽¹⁾				
10 Autres luxations, entorses, foulures	10	0	0	1 255	1 Bâtiments, surfaces à niveau	155	14	0	15 982
11 Amputations traumatiques	4	3	0	492	2 Bâtiments, constructions, surfaces hauteur	41	2	0	2 970
12 Commotions et traumatismes internes	179	7	0	8 661	3 Bâtiments, constructions, surfaces profondeur	0	0	0	0
13 Traumatismes internes	358	15	0	23 769	4 Dispositifs de distribution de matière	5	0	0	66
14 Autres commotions, traumatismes internes	12	0	0	1 595	5 Moteurs, dispositifs transmis /stockage énergie	3	0	0	101
15 Brûlures (thermiques)	24	2	0	968	6 Outils à main non motorisés	143	9	0	4 514
16 Brûlures chimiques (corrosions)	9	1	0	178	7 Outils mécaniques tenus main	8	2	0	384
17 Gelures	0	0	0	0	8 Outils à main, sans précision sur motorisation	3	0	0	35
18 Autres brûlures et gelures	1	0	0	1	9 Machines, équipements portables ou mobiles	4	0	0	70
19 Empoisonnements aigus	0	0	0	0	10 Machines et équipements fixes	89	7	0	4 415
20 Infections aiguës	1	0	0	40	11 Dispositifs convoyage, transport, stockage	245	12	1	15 018
21 Autres empoisonnements, infections	0	0	0	0	12 Véhicules terrestres	6	0	0	1 031
22 Asphyxies	0	0	0	0	13 Autres véhicules de transport	0	0	0	0
23 Noyades et submersions non mortelles	0	0	0	0	14 Matériaux, objets, produits, bris, poussières, etc.	298	19	0	17 972
24 Autres noyades et asphyxies	0	0	0	0	15 Substances chimiques, explosives, radioactives...	10	0	0	212
25 Perte auditive aiguë	0	0	0	154	16 Dispositifs et équipements de sécurité	1	0	0	17
26 Effets de la pression (barotrauma)	0	0	0	0	17 Équipements bureau, sport, armes, domestiques...	16	2	0	930
27 Autres effets bruit, vibrations et pression	0	0	0	0	18 Organismes vivants et êtres humains	4	0	0	502
28 Chaleur et coups de soleil	0	0	0	0	19 Déchets en vrac	3	0	0	257
29 Effets des radiations (non thermiques)	0	0	0	0	20 Phénomènes physiques, éléments naturels	1	0	0	522
30 Effets du froid	0	0	0	0	99 Autre ou sans information	298	16	0	19 760
31 Autres effets l*, lumière, radiations	1	0	0	10	Non codés	74	5	0	10 235
32 Chocs suite à agressions et menaces	0	0	0	0	REPARTITION SUIVANT L'ACTIVITÉ PHYSIQUE SPÉCIFIQUE ⁽¹⁾				
33 Chocs traumatiques	164	11	0	12 493	1 Opération de machine	91	9	0	4 692
34 Autres chocs	26	2	0	1 705	2 Travail avec des outils à main	161	13	0	6 457
35 Blessures multiples	12	0	0	1 480	3 Conduite/présence moyen de transport-manutention...	81	2	0	6 108
36 Autres blessures déterminées non classées	44	2	0	3 811	4 Manipulation d'objets	389	26	0	20 336
REPARTITION SUIVANT LE SIÈGE DES LÉSIONS					5 Transport manuel	273	12	0	19 282
1 Localisation de la blessure non déterminée	36	1	1	5 735	6 Mouvement	277	18	1	21 620
2 Tête, sans autre spécification	60	3	0	1 670	7 Présence	28	1	0	3 804
3 Cou, dont colonne vertébrale et vertèbres du cou	23	0	0	1 449	8 Autre ou sans information	34	2	0	2 459
4 Dos, dont colonne vertébrale et vertèbres du dos	298	12	0	18 209	9 Non codés	74	5	0	10 235
5 Torse et organes, sans autre spécification	39	1	0	1 805	REPARTITION SUIVANT LA MODALITÉ DE LA BLESSURE ⁽¹⁾				
6 Membres supérieurs, sans autre spécification	786	52	0	41 542	1 Contact courant électrique, l*, substance dangereuse	29	2	0	559
7 Membres inférieurs, sans autre spécification	266	16	0	19 331	2 Noyade, ensevelissement, enveloppement	0	0	0	0
8 Ensemble du corps et endroits multiples	62	3	0	4 472	3 Écrasement mouvement vertical ou horizontal	176	15	1	16 377
9 Autres parties du corps blessées	10	0	0	780	4 Heurt par objet en mouvement	113	11	0	6 986
					5 Contact agent matériel coupant, pointu, etc.	297	18	0	11 252
					6 Coincement, écrasement, etc.	142	8	0	8 292
					7 Contrainte du corps, contrainte psychique	538	24	0	38 510
					8 Morsure, coup de pied, etc.	2	0	0	23
					9 Autre ou sans information	37	5	0	2 759
					10 Non codés	74	5	0	10 235

(1) Nombre d'AT avec un 1er règlement en 2017 et ayant eu au moins 4 jours d'arrêt en 2017

Synthèse 2017 et évolutions depuis 2013

	nombre	évolution 2017/2016	
Accidents de travail	315	-5.1%	↘
Indice de fréquence	58.8	-6.6%	↘
Accidents de trajet	25	31.6%	↗
Maladies professionnelles	31	10.7%	↗
Nombre de salariés	5 358	1.6%	↗

Détail par risque					
Accidents de travail	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'Acc. de travail en 1er régl. :	325	318	331	332	315
Nombre de salariés	5 270	5 256	5 170	5 276	5 358
Nombre de nouvelles IP :	24	24	22	28	22
Nombre de décès :	0	0	0	0	0
Nombre de journées perdues :	18 824	20 046	23 584	25 683	24 619
Indice de fréquence :	61.7	60.5	64.0	62.9	58.8

Accidents de trajet	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'Acc. de trajet en 1er régl. :	34	22	22	19	25
Nombre de nouvelles IP :	2	4	3	2	2
Nombre de décès :	0	0	1	0	1
Nombre de journées perdues :	2 442	1 960	1 415	2 143	1 914
Maladies professionnelles	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de MP en 1er régl. :	30	34	37	28	31
Nombre de nouvelles IP :	16	11	22	12	18
Nombre de décès :	0	0	0	0	0
Nombre de journées perdues :	6 399	8 380	8 384	8 819	10 172

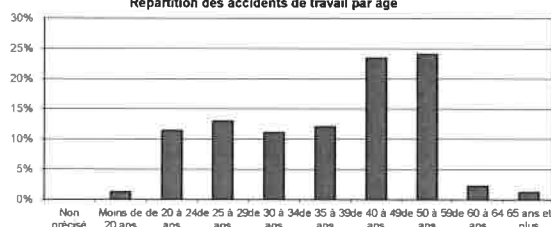
N.B. : Périmètre actuel des CTN.

Salariés concernés par les accidents du travail

Répartition des accidents de travail par sexe



Répartition des accidents de travail par âge

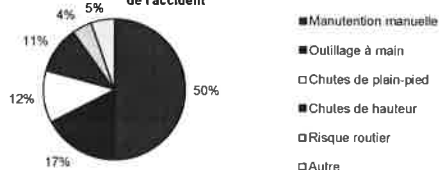


Répartition des AT suivant le statut professionnel de la victime



Circonstances des accidents du travail

Répartition des AT suivant le risque à l'origine de l'accident

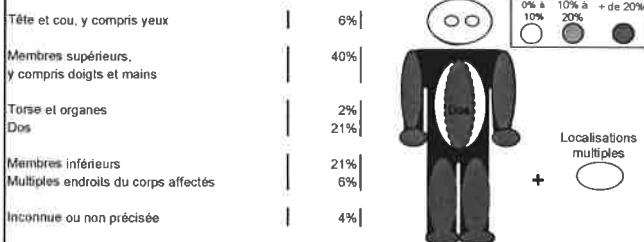


Répartition suivant le risque à l'origine de l'accident (ordre décroissant)

Manutention manuelle	50%
Outils à main	17%
Chutes de plain-pied	12%
Chutes de hauteur	11%
Risque routier	4%
Autre	5%

Lésions occasionnées par les accidents du travail

Répartition des AT selon le siège des lésions

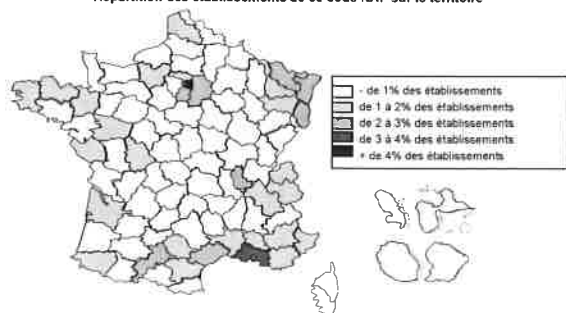


Répartition des AT selon la nature de lésion (ordre décroissant)

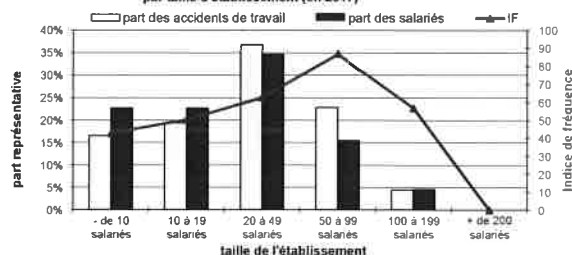
Traumatismes internes	25%
Plaies ouvertes	20%
Chocs traumatiques	11%
Entorses et foulures	11%
Commotions et traumatismes internes	6%
Autre	25%

Entreprises concernées

Répartition des établissements de ce code NAF sur le territoire



Répartition des accidents de travail et des effectifs salariés par taille d'établissement (en 2017)



NAF niveau 5 : 4632A

Commerce de gros (commerce interentreprises) de viandes de boucherie

Nombre de salariés :

5 358

Indice de fréquence :

58,8

Nombre d'accidents de travail en premier règlement :
dont avec au moins 4 jours d'arrêt :

316

Taux de fréquence :

33,5

298

Taux de gravité :

2,6

Nombre de nouvelles incapacités permanentes :

22

Indice de gravité :

16,9

Nombre de décès :

0

Nombre d'établissements :

556

Nombre de journées perdues :

24 619

	Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues		Nombre d'AT en 1er régl.	Nombre de nouvelles IP	Nombre de décès	Nombre de journées perdues
REPARTITION SUIVANT L'AGE DE LA VICTIME					REPARTITION SUIVANT LE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
1 Non précisé	0	0	0	0	1 Non précisé	19	1	0	1 323
2 Moins de 20 ans	4	0	0	80	2 lieu de travail habituel	178	13	0	15 313
3 de 20 à 24 ans	36	0	0	1 208	3 lieu de travail occasionnel	20	0	0	1 032
4 de 25 à 29 ans	41	0	0	1 741	4 lieu du repas	0	0	0	0
5 de 30 à 34 ans	35	2	0	1 924	7 au cours d'un déplacement pour l'employeur	52	2	0	4 031
6 de 35 à 39 ans	38	1	0	4 672	8 Non codés	29	6	0	2 920
7 de 40 à 49 ans	74	7	0	6 154	REPARTITION SUIVANT LE TYPE DE LIEU DE L'ACCIDENT ⁽¹⁾				
8 de 50 à 59 ans	76	10	0	8 159	1 Site industriel	147	8	0	11 753
9 de 60 à 64 ans	7	2	0	425	2 Chantier, construction, carrière, mine à ciel ouvert	0	0	0	0
10 65 ans et plus	4	0	0	256	3 Lieu pour agriculture, élevage, pisciculture, zone forest.	1	0	0	252
REPARTITION SUIVANT LE SEXE DE LA VICTIME					4 Lieu d'activité tertiaire, bureau, divertissement, divers	50	3	0	3 194
1 masculin	285	19	0	22 198	5 Etablissement de soins	0	0	0	3
2 féminin	29	3	0	2 421	6 Lieu public	23	3	0	1 558
REPARTITION SUIVANT LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE					7 Domicile	6	1	0	859
1 Non précisé	20	2	0	1 501	8 Lieu d'activité sportive	0	0	0	0
2 Cadres, techniciens, à m.	11	0	0	1 221	9 En l'air, en hauteur - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
3 Employés	73	5	0	7 230	10 Sous terre - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
4 Apprentis	0	0	0	9	11 Sur l'eau - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
5 Elèves	0	0	0	0	12 En milieu hyperbare - à l'exclusion des chantiers	0	0	0	0
6 Ouvriers non qualifiés	26	1	0	1 473	13 Autre ou sans information	40	1	0	4 080
7 Ouvriers qualifiés	146	8	0	10 285	14 Non codés	29	6	0	2 920
8 Divers	0	0	0	0	REPARTITION SUIVANT LA DEVIATION ⁽¹⁾				
9 Non codés	39	6	0	2 900	1 Problème électrique, explosion, feu	0	0	0	0
REPARTITION SUIVANT LA NATURE DES LESIONS					2 Débordement, renversement, fuite, etc.	0	0	0	0
1 Nature inconnue ou non précisée	14	2	0	1 041	3 Éclatement, glissade, chute, etc. d'agent matériel	11	0	0	406
2 Blessures superficielles	16	0	0	974	4 Perte de contrôle	65	4	0	5 206
3 Plaies ouvertes	62	1	0	1 592	5 Glissade ou trébuchement avec chute	38	6	0	4 958
4 Autres plaies et blessures superficielles	8	1	0	335	6 Mouvement corps sans contrainte	52	1	0	2 778
5 Fractures fermées	13	0	0	2 425	7 Mouvement corps avec contrainte	83	4	0	9 048
6 Fractures ouvertes	2	0	0	118	8 Surprise, violence, agression, menace, etc.	0	0	0	0
7 Autres fractures osseuses	0	0	0	33	9 Autre ou sans information	18	1	0	2 303
8 Luxations et sub-luxations	6	0	0	333	10 Non codés	29	6	0	2 920
9 Entorses et foulures	34	3	0	2 573	REPARTITION SUIVANT L'AGENT MATERIEL DE LA DEVIATION ⁽¹⁾				
10 Autres luxations, entorses, foulures	2	2	0	551	1 Bâtiments, surfaces à niveau	28	5	0	3 256
11 Amputations traumatiques	0	0	0	330	2 Bâtiments, constructions, surfaces hauteur	16	3	0	1 747
12 Commotions et traumatismes internes	20	4	0	2 935	3 Bâtiments, constructions, surfaces profondeur	0	0	0	0
13 Traumatismes internes	83	7	0	5 723	4 Dispositifs de distribution de matière	0	0	0	11
14 Autres commotions, traumatismes internes	4	0	0	535	5 Moteurs, dispositifs transmis /stockage énergie	1	0	0	7
15 Brûlures (thermiques)	0	0	0	0	6 Outils à main non motorisés	41	1	0	1 084
16 Brûlures chimiques (corrosions)	0	0	0	0	7 Outils mécaniques tenus main	2	0	0	526
17 Gelures	0	0	0	0	8 Outils à main, sans précision sur motorisation	0	0	0	18
18 Autres brûlures et gelures	1	0	0	14	9 Machines, équipements portables ou mobiles	0	0	0	0
19 Empoisonnements aigus	0	0	0	0	10 Machines et équipements fixes	5	0	0	441
20 Infections aigus	0	0	0	0	11 Dispositifs convoyage, transport, stockage	34	3	0	3 537
21 Autres empoisonnements, infections	0	0	0	0	12 Véhicules terrestres	16	0	0	902
22 Asphyxies	0	0	0	0	13 Autres véhicules de transport	0	0	0	0
23 Noyades et submersions non mortelles	0	0	0	0	14 Matériaux, objets, produits, bris, poussières, etc.	57	1	0	4 082
24 Autres noyades et asphyxies	1	0	0	26	15 Substances chimiques, explosives, radioactives...	1	0	0	14
25 Perte auditive aiguë	0	0	0	0	16 Dispositifs et équipements de sécurité	0	0	0	0
26 Effets de la pression (barotrauma)	0	0	0	0	17 Equipements bureau, sport, armes, domestiques...	0	1	0	281
27 Autres effets bruit, vibrations et pression	0	0	0	0	18 Organismes vivants et êtres humains	2	0	0	590
28 Chaleur et coups de soleil	0	0	0	0	19 Déchets en vrac	1	0	0	252
29 Effets des radiations (non thermiques)	0	0	0	0	20 Phénomènes physiques, éléments naturels	0	0	0	0
30 Effets du froid	0	0	0	0	21 Autre ou sans information	63	2	0	4 951
31 Autres effets l', lumière, radiations	0	0	0	0	22 Non codés	29	6	0	2 920
32 Chocs suite à agressions et menaces	0	0	0	0	REPARTITION SUIVANT L'ACTIVITE PHYSIQUE SPECIFIQUE ⁽¹⁾				
33 Chocs traumatiques	36	2	0	3 604	1 Opération de machine	6	0	0	471
34 Autres chocs	6	0	0	912	2 Travail avec des outils à main	37	1	0	1 902
35 Blessures multiples	2	0	0	284	3 Conduite/présence moyen de transport-manutention...	19	0	0	1 332
36 Autres blessures déterminées non classées	5	0	0	281	4 Manipulation d'objets	57	2	0	3 118
REPARTITION SUIVANT LE SIEGE DES LESIONS					5 Transport manuel	71	4	0	6 524
1 Localisation de la blessure non déterminée	11	2	0	1 064	6 Mouvement	62	8	0	6 166
2 Tête, sans autre spécification	7	0	0	57	7 Présence	4	0	0	534
3 Cou, dont colonne vertébrale et vertèbres du cou	11	1	0	679	8 Autre ou sans information	11	1	0	1 652
4 Dos, dont colonne vertébrale et vertèbres du dos	66	6	0	4 892	9 Non codés	29	6	0	2 920
5 Torse et organes, sans autre spécification	7	0	0	223	REPARTITION SUIVANT LA MODALITE DE LA BLESSURE ⁽¹⁾				
6 Membres supérieurs, sans autre spécification	125	4	0	8 746	1 Contact courant électrique, l', substance dangereuse	1	0	0	14
7 Membres inférieurs, sans autre spécification	66	7	0	6 859	2 Noyade, ensevelissement, enveloppement	0	0	0	0
8 Ensemble du corps et endroits multiples	20	2	0	1 907	3 Ecrasement mouvement vertical ou horizontal	38	6	0	5 590
9 Autres parties du corps blessées	2	0	0	192	4 Heurt par objet en mouvement	19	1	0	1 239
					5 Contact agent matériel coupant, pointu, etc.	61	2	0	2 671
					6 Coincement, écrasement, etc.	11	2	0	887
					7 Contrainte du corps, contrainte psychique	125	4	0	10 067
					8 Morsure, coup de pied, etc.	1	0	0	221
					9 Autre ou sans information	11	1	0	1 010
					10 Non codés	29	6	0	2 920

(1) Nombre d'AT avec un 1er règlement en 2017 et ayant eu au moins 4 jours d'arrêt en 2017

Convention Nationale d'Objectifs en matière de prévention des AT-MP

Filière viandes et produits carnés (filiale VPC)

Culture Viande & FedeV

(Industries et commerces en gros des viandes)

ENGAGEMENTS	POLITIQUE DE PREVENTION DES FEDERATIONS
<p>Définition et affichage d'une politique de prévention des risques professionnels</p>	<p>La prévention des risques professionnels et la préservation de la santé des salariés constituent des objectifs majeurs de politique sociale visant à améliorer la qualité de vie au travail. Les partenaires sociaux de la branche de l'industrie et des commerces en gros des viandes ont placé la santé au travail au cœur de leurs priorités, au travers de nombreux accords (prévoyance complémentaire, l'avenant de révision de la convention collective, accord prévention et santé au travail...).</p> <p>La branche de l'industrie et des commerces en gros des viandes s'engage, au travers de son accord relatif à la prévention et santé au travail, à poursuivre les efforts de prévention en renforçant la dynamique engagée depuis plusieurs années ayant permis la diminution du taux collectif de 0.6 points.</p> <p>Dans la mesure où toutes les entreprises de la branche – quelles que soient leur taille, la nature de leur activité et la proportion de salariés exposés aux facteurs de risques professionnels – sont concernées par les enjeux de la santé et sécurité au travail, les partenaires sociaux ont souhaité définir une politique de prévention des risques professionnels pragmatique, efficace et durable.</p> <p>Cette politique vise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - À accompagner les entreprises, et en particulier les TPE-PME, dans l'appropriation des enjeux de la prévention des risques professionnels, de l'amélioration des conditions de travail, et de la qualité de vie au travail, - À placer la prévention au cœur de leur action en encourageant les employeurs et les salariés à communiquer, sensibiliser et former sur ces thématiques, - À proposer aux entreprises et à leurs salariés des outils concrets et adaptés à la prévention de l'exposition aux facteurs de risques professionnels dans les métiers de la viande.

<p>Création d'un fonds de prévention doté de 1,6M€ à destination des TPE-PME</p>	<p>Pour renforcer la prévention vers les TPE et PME, les partenaires sociaux ont instauré un fonds de prévention qui est alimenté à effet du 1^{er} janvier 2018 par une dotation exceptionnelle, unique et non renouvelable d'un montant de 1.600.000 euros + 2% des cotisations annuelles de prévoyance.</p> <p>Le fonds de prévention aura vocation à financer des actions d'accompagnement terrain pour la mise en œuvre de l'accord prévention santé au travail et des actions de compensation à l'exposition de certains facteurs de risques professionnels pour les salariés seniors.</p> <p>Les modalités de dépôt de candidature au fonds seront déterminées dans un règlement de gestion du fonds.</p> <p>En outre, les partenaires sociaux pourront également définir des actions d'ampleur nationale dont le financement pourra relever également en tout ou partie du fonds de prévention. Il peut s'agir notamment de développer une politique de communication axée sur la diffusion des enjeux et des progrès de la prévention de l'exposition aux facteurs de risques professionnels dans le secteur des métiers de la viande.</p>
<p>Examen et suivi annuel des données de sinistralité et de tarification</p>	<p>Chaque année à l'occasion d'une CPPNI, il est prévu un temps d'échanges et de négociation pour le suivi et l'évaluation de la politique de prévention des risques professionnels de la branche mais aussi des effets et perspectives pour les entreprises de la branche.</p> <p>Culture Viande et Fedev s'engagent à diffuser les statistiques publiées annuellement par la CNAMTS concernant la branche ICGV de leurs adhérents.</p> <p>En outre, dès 2019, l'enquête sur les données sociales permettant l'élaboration du rapport de branche comprendra désormais un indicateur relatif au taux de fréquence et au taux de gravité des AT/MP. Ces données seront ainsi analysées paritairement tous les ans.</p> <p>Les données sociales seront également diffusées auprès des entreprises.</p>
<p>Engagements de Culture Viande et Fedev</p>	<p>Les deux organisations professionnelles s'engagent à informer et accompagner chaque entreprise, dans la mise en place des différents outils que sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accueil sécurité, • la formation sécurité, • le ré-accueil, • la communication interne en matière de prévention. <p>Il s'agit d'étapes indispensables dans la diffusion d'une culture de prévention des risques et l'application d'une politique santé au travail vertueuse.</p>

	<p>Elles s'engagent, par ailleurs, à participer aux travaux en cours par la CNAMTS en vue de projets de recommandations susceptibles de concerner les entreprises de la filière, et de diffuser les recommandations auprès de leurs adhérents.</p> <p>Les deux organisations mettront les moyens pour récupérer les informations auprès de leurs adhérents durant la période de la CNO afin qu'une analyse de quelques situations de travail ayant entraîné des accidents graves soit mutualisée et pour favoriser l'adoption de mesures correctives. Elles solliciteront de leurs fournisseurs des évolutions efficaces sur le plan de la sécurité et abordables.</p> <p>Un rapport d'étape pourra être envisagé lors d'une réunion intermédiaire d'information que nous avons souhaitée instaurer en cours de CNO.</p> <p>Par ailleurs, les recommandations seront diffusées à tous leurs adhérents y compris les entreprises de la prestation de service et du SYNFAFAVIA.</p>
Mise à disposition d'outils en matière de prévention et santé au travail	<p>Le fonds de prévention est mis à disposition des TPE-PME souhaitant mettre en place ou améliorer leur organisation en prévention et santé au travail.</p> <p>Les organisations professionnelles s'engagent par ailleurs à mettre à disposition de leurs adhérents des outils pratiques en matière de prévention des risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trame de DUERP, • Méthodologie d'évaluation, • Méthodologie d'analyse des AT/MP par l'arbre des causes, • Trames d'entretiens de ré-accueil • Trames de check-list sécurité, • Etc...
Politique de formation et d'intégration des nouveaux	<p>L'accueil sécurité réalisé au moment de l'intégration du salarié dans l'entreprise et à l'occasion de tout changement impliquant une modification des consignes de sécurité.</p> <p>Le ré-accueil est mis en place pour tout arrêt faisant suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle ou un arrêt d'une durée supérieure ou égale à 2 semaines.</p> <p>La formation sécurité reprend les informations, enseignements et instructions nécessaires en ce qui concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La connaissance des enjeux de la prévention des risques, tant pour l'entreprise que pour le salarié, • Les conditions de circulation des engins et des personnes dans l'entreprise • L'exécution du travail • Les dispositions à prendre en cas d'accident ou de sinistre

Animation et communication

Culture Viande et Fedev communiqueront auprès des entreprises adhérentes les engagements relatifs à la CNO par tous moyens : news letters, emailings, commissions, AG, diverses instances.



Convention Nationale d'Objectifs en matière de prévention des AT-MP

Filière viandes et produits carnés (filière VPC)

ENGAGEMENTS CNTF	POLITIQUE DE PREVENTION
Définition et affichage d'une politique de prévention des risques professionnels	<p>Pour la CNTF, la prévention des risques professionnels et la préservation de la santé des salariés constituent des objectifs majeurs de politique sociale visant à améliorer la qualité de vie au travail.</p> <p>La CNTF regroupe à ce jour 11 grossistes qui emploient moins de 50 salariés et 7 industriels dont 6 emploient moins de 50 employés et une qui emploie plus de 50 employés. Le nombre de salarié est de 496.</p>
Engagements des entreprises et de la CNTF	<p>Les entreprises s'engagent à fournir le livret d'accueil qui comprend le volet « Les Incontournables Sécurité » à tous les nouveaux arrivants dans l'établissement tout poste confondu.</p> <p>Les établissements s'engagent également à suivre le Guide d'évaluation et de prévention des risques dans le secteur de la Triperie qui leur a été diffusé par mail en 2018 et rappeler lors d'une réunion mensuelle CNTF. Cet outil aide à la réalisation du Document Unique, document obligatoire depuis novembre 2002.</p> <p>Les adhérents feront remonter les AT/MP survenus au cours du mois à la CNTF afin de les analyser et mettre en place des mesures correctives. Ces données seront communiquées par mail dans le bilan annuel à l'ensemble des adhérents. Ce bilan comprendra les données recensées et des recommandations afin d'éviter de futur AT/MP.</p> <p>En cas d'accident grave, les adhérents nous remonteront immédiatement l'information pour que des actions soient menées et ainsi d'éviter que d'autre accidents du même type ne surviennent.</p>

	<p>La CNTF s'engage à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagner ses adhérents lors de la conception du Document Unique ; - Sensibiliser le personnel aux risques professionnels ; - Communiquer les recommandations des organismes préventeurs (CNAMTS, INRS) ; - Faire un bilan annuel des AT/MP.
<p>Politique de formation à la sécurité</p>	<p>Les entreprises veilleront à former leurs personnels aux règles spécifiques de sécurité dans les ateliers de découpe, en réception et en atelier de conditionnement.</p> <p>La CNTF s'engage à développer une formation « Prévention des risques professionnels dans le secteur de la triperie » qui sera divisée en deux modules :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une partie théorique qui se fera à l'aide d'un Powerpoint ; - Une partie terrain qui sera réalisée à l'aide de support thématique sur les risques. <p>La formation sera intégrée au catalogue TPE/PME d'OCAPIAT en 2020.</p>
<p>Animation</p>	<p>La CNTF diffusera aux entreprises les conditions de mise en place de la CNO via le journal mensuel « Les Echos de la Triperie ». De plus elle sera également évoquée lors d'une réunion avec les entreprises.</p> <p>La confédération diffusera également aux entreprises un bilan annuel des AT/MP survenus avec des recommandations par mail.</p>



Fédération Nationale des Exploitants d'Abattoirs Prestataires de services

Les abattoirs de services et de proximité

ENGAGEMENTS CNO CNAM 2019

Présentation de la FNEAP

- La FNEAP fédère 118 abattoirs publics et privés effectuant des activités techniques d'abattage en prestation de services représentant une activité globale de près de 380 000 tonnes annuelles de viandes abattues.
- Près d'une dizaine d'abattoirs de la FNEAP sont situés dans les DOM TOM. Les autres établissements sont situés en métropole (Corse comprise).
- Les abattoirs de la FNEAP (essentiellement des PME/TPE) ont la particularité de traiter des animaux de boucherie de toutes espèces (gros bovins, veaux, ovins/caprins, équins, gibiers).
- En fonction de leur régime social et/ou juridique, les entreprises adhérentes à la FNEAP sont assujetties soit au régime général, soit au régime agricole de la protection sociale.
- Plusieurs entreprises sont encore assujetties au régime de la Fonction Publique Territoriale. Une jurisprudence constante les autorise à (leur permet de) bénéficier des dispositions des CNO.
- Les entreprises du régime général relèvent de la Convention Collective Industrie et Commerces en Gros des Viandes (IDCC 1534).
- Les entreprises du régime agricole relèvent de la Convention Collective des coopératives et SICA Bétail et Viande (IDCC 7001).
- La FNEAP est également signataire des dispositions des CNO proposées par la MSA.

Présentation du « groupe » FNEAP

- La FNEAP (association) a créé deux structures spécifiques directement affiliées à la Fédération dont les champs d'intervention ne sont pas exclusivement réservés aux adhérents de la FNEAP.
- L'ADOFIA (association) est l'organisme de formation et de conseil de la FNEAP agréé par les pouvoirs publics. L'ADOFIA est déclarée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901 par la Préfecture de Police de Paris sous le numéro 11.750146675 du 12 janvier 1977. L'ADOFIA (et ses formateurs) est également habilitée par le Ministère de l'Agriculture à mettre en œuvre l'action de formation professionnelle continue sur la protection des animaux dans le cadre de leur mise à mort.
- HERES CONSULTANTS (sarl) est une structure d'ingénierie et de conseil qui a notamment pour mission d'aider toute entreprise (nouvelle ou en activité) du secteur de la transformation des viandes à la mise en place des scénarii d'investissements, d'aménagements ou de restructuration (assistance maîtrise d'ouvrage, étude de faisabilité, programmiste, conception des dossiers administratifs et documentaires etc...). HERES CONSULTANTS collabore régulièrement avec les constructeurs et fournisseurs de la filière.

.../...

Définition et affichage d'une politique de prévention des risques professionnels

- Compte tenu de la sinistralité constatée dans la filière de la transformation des viandes, la FNEAP a participé, dès le début des années 2000, en collaboration avec l'ensemble des organismes préventeurs, à la surveillance des démarches de prévention des risques professionnels dans les entreprises du secteur ainsi qu'à l'élaboration des mesures d'aide et de conseil. (Ex : Rédaction du guide « Evaluer les risques professionnels en abattoir et atelier de découpe »).
- Compte tenu de l'importance de la ressource humaine dans les entreprises d'abattage de la FNEAP qui se caractérisent encore principalement par des activités techniques de nature « manœuvrière », la prévention des risques professionnels, destinée à préserver la santé des salariés ainsi que leur qualité de vie au travail, reste une priorité incontournable dans les orientations et actions pratiques de terrain de la Fédération et de ses structures affiliées (voir les détails plus bas).
- A ce titre, la FNEAP s'inscrit non seulement en totalité dans les dispositions des accords de branches (ICGV et SICA Bétail et Viande) portant sur la thématique de la sécurité des salariés mais elle incite également et accompagne directement les entreprises à élaborer une politique de prévention opérationnelle notamment dans les domaines des manutentions et manipulations manuelles, des troubles musculo-squelettiques et des chutes de hauteur ou des glissades de plain-pied.
- Pour exemple, la FNEAP recommande fréquemment aux directeurs d'abattoirs et aux référents sécurité d'associer impérativement les salariés à toute modification structurelle et/ou technique apportée dans le fonctionnement général et/ou particulier de leurs entreprises afin d'améliorer de façon efficace les conditions de travail en matière sécuritaire.

Examen et suivi annuel des données de sinistralité et de tarification

- La FNEAP demande à ses entreprises adhérentes de contribuer aux enquêtes annuelles des deux branches auxquelles elles appartiennent sur les données sociales afin d'apporter la vision la plus exhaustive possible de l'état des lieux dans le secteur de la transformation des viandes.
- Les résultats synthétisés des rapports des branches sont communiqués aux établissements d'abattage et font l'objet d'une analyse particulière et de recommandations de la part de la FNEAP le cas échéant.
- Tout adhérent de la FNEAP (pour renouveler son adhésion à la Fédération) doit renseigner chaque année une fiche d'entreprise.
- Un item AT/MP sera rajouté de façon plus détaillé (avec les indicateurs relatifs aux taux de gravité et de fréquence) dans la fiche d'entreprise en préparation pour 2020.
- La FNEAP diffuse de façon régulière les statistiques relatives aux tarifications annuelles en matière d'AT/MP dans le secteur des viandes d'animaux de boucherie ainsi que les informations (guide, brochures etc...) issues des sites appartenant aux organismes préventeurs.
- Dans le cadre de sa veille documentaire, la FNEAP diffuse aux adhérents une analyse synthétique de tout texte législatif et réglementaire publié notamment au Journal Officiel et ayant un lien direct avec la prévention des risques professionnels.

.../...

Actions et engagements de la FNEAP et de ses structures affiliées

■ Politique de formation à la prévention des risques professionnels

- L'ADOFIA, en fonction des orientations préconisées par la FNEAP, propose aux entreprises de la filière de transformation des viandes des sessions de formation et de conseil en matière de prévention des risques professionnels.
- Les programmes d'intervention (directement sur le site des entreprises) comprennent des diagnostics circonstanciés en production (observation avec prises de vues, analyse documentaire de la sinistralité : accidents du travail, maladies professionnelles : zoonoses, TMS etc...), des propositions de mise en place d'une démarche générale de prévention des risques professionnels avec la création et le suivi d'un comité de pilotage chargé de procéder à l'évaluation des risques professionnels et à la rédaction (ou mise à jour) du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels.
- En fonction des évolutions législatives et réglementaires, et à la demande de la FNEAP, l'ADOFIA organise des sessions sur site de bonnes pratiques d'abattage incluant obligatoirement les aspects sécuritaires et les conditions de travail des salariés pour prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles.
- Les sessions de formation aux bonnes pratiques d'abattage sont animées par un moniteur technique/praticien ayant plusieurs années d'expérience dans le secteur de l'abattage.
- La FNEAP a conclu une convention de partenariat avec un formateur spécialisé dans les procédures d'affilage/aiguisage/affûtage de tout outil tranchant. Il intervient directement sur site en production. Le même moniteur/formateur dispense des formations à la prévention des risques professionnels au sein des ateliers de découpe annexés aux abattoirs adhérant à la FNEAP.

■ Mise à disposition d'outils en matière de prévention des risques professionnels

- La FNEAP met à disposition des entreprises une trame générale (créée par la Fédération) des principaux points thématiques d'un Document Unique. La trame générale doit obligatoirement être adaptée par les entreprises en fonction des spécificités de leur fonctionnement. Le cas échéant, le document final fait l'objet d'une « validation » par la FNEAP.
- La FNEAP met à disposition des entreprises une trame générale d'un protocole de sécurité (chargement/déchargement). La trame générale doit obligatoirement être adaptée par les entreprises en fonction des spécificités de leur fonctionnement. Le cas échéant, le document final fait l'objet d'une « validation » par la FNEAP.
- La FNEAP met à disposition des entreprises une trame générale (créée par la Fédération) d'un règlement intérieur du personnel (quel que soit l'effectif de l'entreprise). La trame générale doit obligatoirement être adaptée par les entreprises en fonction des spécificités de leur fonctionnement. Le cas échéant, le document final fait l'objet d'une « validation » par la FNEAP.
- La FNEAP met à disposition des entreprises des référentiels détaillés de postes (créés par la Fédération) incluant les aspects sécurité : responsabilités civile et pénale du chef d'entreprise, responsable sécurité, responsable maintenance etc...
- La FNEAP met à disposition des entreprises une trame générale (créée par la Fédération) d'un plan annuel de maintenance préventive. La trame générale doit obligatoirement être adaptée par les entreprises en fonction des spécificités de leur fonctionnement. Le cas échéant, le document final fait l'objet d'une « validation » par la FNEAP.

.../...

■ Mise à disposition d'outils en matière de prévention des risques professionnels (suite)

- La FNEAP met à disposition des entreprises un modèle indicatif et une procédure d'accueil (ou ré-accueil) des salariés à adapter en fonction de leurs spécificités de fonctionnement.
- La FNEAP, via son cabinet d'études et d'ingénierie agroalimentaires HERES CONSULTANTS, participe à la conception de nouveaux établissements d'abattage ou à des procédures d'investissements, de ré-aménagement ou de restructuration d'entreprises existantes. A ce titre, il est mis à disposition des entreprises les principaux modèles de fonctionnement technico-économique existant sur le « marché » de l'ingénierie et issus de l'expérience de la FNEAP.

Animation et communication

- La FNEAP et HERES CONSULTANTS collaborent et participent aux travaux interprofessionnels en cours intitulés BOUV'INNOV ayant pour objectif de proposer aux entreprises des référentiels méthodologiques afin d'améliorer les conditions de travail des salariés en lien avec la protection animale dans les secteurs des bouveries, bergeries et porcheries des établissements d'abattage. La démarche BOUV'INNOV a été présentée de façon détaillée aux adhérents de la FNEAP au cours de réunions spécifiques dédiées aux équipements et matériels d'abattoirs.
- En raison de plusieurs échéances réglementaires à venir en matière de conformité des équipements et matériels d'abattoirs, la FNEAP poursuit sa démarche de concertation et d'échanges avec les principaux constructeurs/fournisseurs/équipementiers de la filière de transformation des viandes.
- La FNEAP a contribué par le biais de trois de ses abattoirs adhérents au rapport d'étude du réseau ANACT / ARACT sur l'amélioration des conditions de travail aux postes de bouverie et de tuerie en abattoirs d'animaux de boucherie (rapport publié en février 2018).
- Un groupe de travail national composé de référents sécurité et responsables maintenance d'abattoirs sera mis en place dans les prochains mois pour établir un état des lieux des principales difficultés rencontrées « sur le terrain » et identifier les meilleures solutions disponibles pour continuer à améliorer les conditions de travail des salariés.
- Outre les réponses ponctuelles apportées quotidiennement aux entreprises en fonction de leurs interrogations et sollicitations, la FNEAP poursuivra la diffusion, selon ses propres moyens habituels de communication ainsi que dans les réunions nationales ou régionales programmées annuellement, de l'ensemble des informations utiles aux entreprises concernant les dispositions en vigueur en matière de prévention des risques professionnels en général et des dispositions de la CNO 2019 en particulier.



Convention Nationale d'Objectifs en matière de prévention des AT-MP

Filière viandes et produits carnés (filiale VPC)

Bilan et engagements du Syndicat national des entreprises de travail à façon des viandes - SYNAFAVIA

ENGAGEMENTS ¹	POLITIQUE DE PREVENTION DES FEDERATIONS
Définition et affichage d'une politique de prévention des risques professionnels	<p>En raison de la spécificité de son activité dans les entreprises industrielles donneurs d'ordre, les prestataires de service – travail à façon des viandes du SYNAFAVIA ont développé une politique de prévention des risques professionnels et de préservation de la santé des salariés permettant de recruter des salariés de tous horizons et de faciliter leur intégration dans les métiers de la viande. Le SYNAFAVIA participe aux travaux paritaires de la branche de l'industrie et des commerces en gros des viandes et relaie les nombreux accords (prévoyance complémentaire, l'avenant de révision de la convention collective, accord prévention et santé au travail...) auprès de ses adhérents.</p> <p>Depuis 2016, le SYNAFAVIA a noué un partenariat avec Fedev Les métiers de la viande (ex FNICGV), et son représentant le Président Lionel LAURENT, et le contact opérationnel le directeur des affaires sociales de Fedev, Y HENRY animent les travaux de la commission prestation de service - SYNAFAVIA.</p> <p>Pour le SYNAFAVIA, la prévention des risques est une préoccupation quotidienne que les entreprises adhérentes ont parfaitement perçue. Les entreprises de la prestation de service mettent en place des outils de prévention innovants et n'hésitent pas à utiliser les avancées des nouvelles technologies.</p> <p>Les données de la CNAMTS font partie des documents mis à la disposition des entreprises dans la rubrique BDES du site internet de Fedev. En tant qu'adhérent, toute entreprise membre du SYNAFAVIA a accès aux informations relatives à la prévention du site de Fedev. Les chiffres de l'ICGV sont également présentés dans le bilan social annuel de la branche et discutés avec les partenaires sociaux chaque année avant les négociations salariales.</p> <p>Le SYNAFAVIA participe à l'évolution du contenu du rapport de branche, notamment l'identification d'un indicateur relatif au taux de fréquence et au taux de gravité des AT/MP tenant compte de la spécificité de l'activité de la prestation de service.</p> <p>Les données sociales seront également diffusées auprès des entreprises adhérentes et de toutes instances ou partenaires qui le souhaiteraient.</p>
Examen et suivi annuel des données de sinistralité et de tarification	<p>Le SYNAFAVIA transmet le fruit des travaux de Cap' Prev', le réseau de prévention des risques de Fedev, car c'est pour ses adhérents un vecteur de la culture de prévention et un élément de performance collectif. Aujourd'hui on peut mesurer les progrès de 10 années d'efforts et de convictions partagées.</p> <p>Le SYNAFAVIA a diffusé le plan de prévention et le document unique d'évaluation des risques établi avec la CARSAT Bretagne, aussi bien auprès de ses adhérents que des donneurs d'ordre de Fedev.</p> <p>Le SYNAFAVIA s'inscrit dans les actions de CAP' PREV' qui ouvre la période 2019-2020 sur un axe majeur de la politique de prévention avec l'accompagnement des TPE PME de la mise en place de la commission hygiène, sécurité et prévention des entreprises de 25 à 49 salariés. A cette occasion, le SYNAFAVIA s'engage à informer et accompagner chaque entreprise, dans la mise en place des différents outils que sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accueil sécurité,
Intégration de la santé/sécurité dans le développement durable	<p>Le SYNAFAVIA transmet le fruit des travaux de Cap' Prev', le réseau de prévention des risques de Fedev, car c'est pour ses adhérents un vecteur de la culture de prévention et un élément de performance collectif. Aujourd'hui on peut mesurer les progrès de 10 années d'efforts et de convictions partagées.</p> <p>Le SYNAFAVIA a diffusé le plan de prévention et le document unique d'évaluation des risques établi avec la CARSAT Bretagne, aussi bien auprès de ses adhérents que des donneurs d'ordre de Fedev.</p> <p>Le SYNAFAVIA s'inscrit dans les actions de CAP' PREV' qui ouvre la période 2019-2020 sur un axe majeur de la politique de prévention avec l'accompagnement des TPE PME de la mise en place de la commission hygiène, sécurité et prévention des entreprises de 25 à 49 salariés. A cette occasion, le SYNAFAVIA s'engage à informer et accompagner chaque entreprise, dans la mise en place des différents outils que sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accueil sécurité,
Mise à disposition d'outils d'aide à l'évaluation des risques	<p>Le SYNAFAVIA a diffusé le plan de prévention et le document unique d'évaluation des risques établi avec la CARSAT Bretagne, aussi bien auprès de ses adhérents que des donneurs d'ordre de Fedev.</p> <p>Le SYNAFAVIA s'inscrit dans les actions de CAP' PREV' qui ouvre la période 2019-2020 sur un axe majeur de la politique de prévention avec l'accompagnement des TPE PME de la mise en place de la commission hygiène, sécurité et prévention des entreprises de 25 à 49 salariés. A cette occasion, le SYNAFAVIA s'engage à informer et accompagner chaque entreprise, dans la mise en place des différents outils que sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accueil sécurité,

¹ Selon le modèle de trame des engagements établi par la CNAMTS
Bilan VPC SYNAFAVIA 26.8.2019



	<ul style="list-style-type: none"> • la formation sécurité, • le ré-accueil, • la communication interne en matière de prévention. <p>Il s'agit d'étapes indispensables dans la diffusion d'une culture de prévention des risques et l'application d'une politique santé au travail vertueuse. Le SYNAFAVIA mettra à disposition de ses adhérents des outils correspondant à leurs spécificités en matière de prévention des risques, notamment une nouvelle trame de DUERP, une méthodologie d'évaluation et d'analyse des AT/MP par l'arbre des causes, une trame d'entretien de ré-accueil, une trame de points clés sécurité.</p> <p>Les bonnes pratiques d'entreprises de la prestation de service feront l'objet d'une communication de la part du SYNAFAVIA. Il s'engage, par ailleurs, à participer aux travaux en cours par la CNAMTS en vue de projets de recommandations susceptibles de concerner les entreprises de la filière viande, et de diffuser les recommandations auprès de ses adhérents et des donneurs d'ordre.</p> <p>La performance tient compte aussi du degré d'implication de l'entreprise dans les questions de prévention. Le SYNAFAVIA poursuivra son action en concertation avec les services de la CNAM et les CARSAT.</p>
	<p style="text-align: center;">ANIMATION DES ENTREPRISES PENDANT LA CNO ET COMMUNICATION</p> <p>Dès sa signature, le SYNAFAVIA a transmis et décrypté les enjeux de la convention nationale d'objectifs conclue avec la CNAMTS. Chaque année lors du Congrès de Fedev, une synthèse des objectifs de la CNO est réalisée devant 300 personnes. Le SYNAFAVIA va mettre en place une communication spécifique en complément des outils existants.</p> <p>Le SYNAFAVIA diffuse auprès de ses adhérents un document d'information sur la CNO (notes, flash, ...) détaillant les enjeux et axes prioritaires de prévention. Une copie de la convention signée est à disposition des entreprises sur leur espace du site internet partagé avec FEDEV.</p> <p>Un rappel de l'existence et du contenu de la CNO est également réalisé régulièrement par le biais des bulletins d'information auprès des adhérents.</p> <p>Le SYNAFAVIA s'engage également à favoriser la mise en place de formations à la sécurité avec un contenu adapté contenant : la connaissance des enjeux de la prévention des risques, tant pour l'entreprise de prestation, le donneur d'ordre et le salarié, le plan de prévention, l'exécution du travail, les dispositions à prendre en cas d'accident ou de sinistre, et les relations avec les instances du personnel.</p>
	<p style="text-align: center;">RECOMMANDATIONS/PRECONISATIONS du SYNAFAVIA</p> <p>Afin de fluidifier la circularisation des documents de l'INRS et de la CNAMTS, le SYNAFAVIA souhaiterait que les synthèses, recommandations, études diligentes soient transmises par courriel directement aux représentants des organisations professionnelles.</p> <p>Il souhaite également qu'un bilan intermédiaire soit réalisé annuellement ou à mi-parcours de la CNO pour mesurer l'engagement des entreprises par le taux de contrats signés. Cela permettra également d'avoir une estimation de l'engagement de tous les acteurs en régions. Cette réunion d'information serait placée sous l'égide de la CNAM TS.</p>

Coordonnées du SYNAFAVIA

SYNAFAVIA : 17 place des Vins de France - 75012 PARIS

Interlocuteur : Lionel LAURENT lolaurent@groupe-peace.com

Président : Lionel LAURENT



Convention Nationale d'Objectifs en matière de prévention des AT-MP

Filière viandes et produits carnés (filiale VPC)

ENGAGEMENTS	
Définition et affichage d'une politique de prévention des risques professionnels	<p>La Branche des Industries de la Transformation des Volailles représente 25 000 salariés, dont environ 12 % sont employés dans des entreprises de moins de 200 salariés.</p> <p>Depuis 2006, la Branche des Industries de la Transformation des Volailles a engagé une démarche globale d'amélioration des conditions de travail et de prévention des accidents et maladies professionnelles.</p> <p>Les actions menées dans les entreprises ont ainsi permis de réduire les accidents de travail de 25 %, les accidents de trajet de 36% et les maladies professionnelles de 31 %, depuis 2010.</p> <p>La Branche poursuit ses efforts en matière de prévention des risques, notamment dans les PME qui sont plus exposées, avec une attention particulière portée aux risques liés à la manutention et aux TMS.</p> <p>Les données de sinistralité sont recueillies et examinées paritairement à l'occasion du bilan social annuel de Branche.</p> <p>Le bilan social est présenté lors des assemblées générales des deux fédérations (CNADEV et FIA).</p> <p>Les outils et supports d'information sont mis à disposition des entreprises, sur le site intranet des fédérations :</p> <ul style="list-style-type: none">- Outils d'accueil des nouveaux salariés- Brochures et films INRS (affutage- affilage – TMS – Ventilation des postes d'accrochages)- Recommandations (sols, froid, scies, risques biologiques)- Présentation des études menées (exposition aux poussières, manutention, ...)

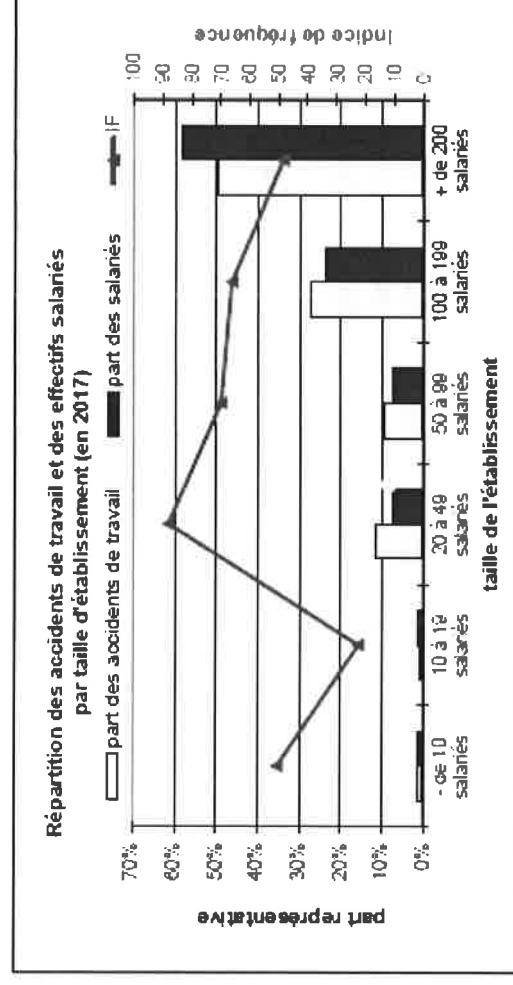
<p>Animation des entreprises pendant la CNO et communication</p>	<p>La Branche des Industries de la Transformation élabore, dans le cadre de la CPPNI et, après analyse des données issues du bilan social annuel, le programme d'études et de formation.</p> <p>Les actions prioritaires définies par la Branche portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les mesures de biosécurité (étude sur les biocides, réalisation d'une formation en e-learning, mise à disposition de support de formation sur la prévention et la protection des salariés en matière de biosécurité) - Exposition aux poussières à l'accrochage (recommandations issues de l'étude ITAVI et brochure CNAMESTS) - Aménagement des quais de réception des animaux (prise en compte des conditions de travail) - Risques liés aux manutentions / TMS <p>Ces actions concernent l'ensemble des entreprises et seront mises en avant dans le cadre de la CNO, afin d'inciter et accompagner les TPE/PME.</p> <p>Les conditions de mise en place de la CNO seront présentées aux entreprises lors des assemblées générales des fédérations et diffusées sur leurs sites intranet.</p> <p>Une information semestrielle sera également communiquée pendant toute la durée de la CNO, pour rappeler le dispositif aux entreprises.</p> <p>Les réalisations exemplaires feront l'objet de communication et de promotion auprès des entreprises.</p>
<p>Engagement des entreprises et de la Branche</p>	<p>Engagement des entreprises</p> <p>Les entreprises s'engagent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une procédure d'accueil pour les nouveaux salariés, intégrant la santé et sécurité au travail - Former les salariés en matière de sécurité au travail, - Développer les formations liées à la biosécurité, - Porter une attention particulière aux risques liés à la manutention. <p>Elles désignent, dans les établissements où cela est possible, un référent TMS qui sera formé au repérage et à l'analyse des situations à risques.</p> <p>Les entreprises adresseront chaque année à la CPPNIC un bilan des principaux AT et MP survenus, ainsi que les mesures correctives et de prévention mise en œuvre.</p> <p>Engagement de la Branche</p> <p>Les Fédérations des Industries de la Transformation des Volailles s'engagent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Informer les entreprises, assurer la promotion de la CNO, des outils et recommandations proposés par l'INRS, la CNAMESTS et les CARSAT, - Participer aux groupes de travail portant sur des projets de recommandations destinées au secteur d'activité - Echanger et partager avec les autres fédérations de la viande, les données liées à la mise en œuvre de la CNO <p>La Branche présente chaque année, dans le bilan social, l'évolution des données de sinistralité, recueillies auprès de la CNAMESTS et des entreprises, et un recueil des actions remontées par les entreprises.</p>

Annexe : Statistiques CTN D - Code naf 1012Z

en nombre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	% 2010/2017
Accidents de travail	1608	1577	1497	1355	1197	1237	1191	1201	-25,3%
Indice de fréquence (pour 1000 salariés)	73,7	74,3	70,5	66	58,6	61	60,2	57,3	-22,3%
Nombre de journées perdues	70 774	80 013	79 980	71 704	66 964	68 147	81 449	79 346	12,1%

Accidents de trajet	136	130	98	111	93	71	77	87	-36,0%
---------------------	-----	-----	----	-----	----	----	----	----	--------

Maladies professionnelles dont affections péritriculaires dont rachis lombaires dont affections respiratoires / pneumopathies	728	716	604	599	565	517	499	497	-31,7%
Nombre de journées perdues	152 484	168 493	164 398	146 046	147 209	151 694	148 753	150 770	-1,1%



Convention Nationale d'Objectifs en matière de prévention des AT-MP

« Filière viandes et produits carnés »

ENGAGEMENTS FICT	POLITIQUE DE PREVENTION DES RISQUES
Définition et affichage d'une politique de prévention des risques professionnels	<p>L'amélioration des conditions de travail et la lutte contre les Accidents du travail et les Troubles Musculo-Squelettiques constituent un axe important du développement des entreprises des industries charcutières depuis plus de 15 ans.</p> <p>La FICT rassemble aujourd'hui 303 établissements dont 90% emploient moins de 50 salariés, 6% emploient entre 50 et 100 salariés et 4% plus de 100 salariés. Ensemble, elles emploient plus de 34 000 personnes en CDI.</p> <p>Ces entreprises ont la volonté de mutualiser et de partager les expériences recensées dans les entreprises du secteur. En 2015, un guide prévention avec l'aide d'un expert ergonomiste a été réalisé et diffusé aux entreprises. Il a été ensuite complété par un film pédagogique de 12 minutes, utilisé en gestion interne par les responsables sécurité des entreprises.</p> <p>Un effort collectif de prévention a été réalisé sur 5 ans. L'indice de fréquence AT est en baisse de 13% sur 5 ans. Dans le cadre de la prochaine CNO, la FICT poursuivra une politique de prévention des risques proactive visant à réduire les AT/MP notamment les risques TMS et principalement en formant les jeunes entrant dans les entreprises.</p> <p>Elle poursuivra ses actions dans le domaine de l'amélioration des conditions de travail.</p>
Création d'un comité de pilotage	<p>La CPPI des industries charcutières mettra en place un comité paritaire de pilotage afin de suivre périodiquement les engagements définis dans la Convention Nationale d'Objectifs.</p> <p>L'évolution des données annuelles de sinistralité publiées par la CNAMTS fera l'objet d'un examen par le comité de pilotage sous forme de tableaux de synthèse. Différentes données seront intégrées dans le rapport annuel d'activité.</p>
Intégration de la santé/sécurité dans le développement durable	<p>Dans le cas de la mise en œuvre d'une politique de développement durable (RSE), les aspects de santé et sécurité au travail seront pris en compte dans un guide d'application dans le cadre de la profession.</p>

<p>Engagements des entreprises et de la FICT</p>	<p>Les entreprises feront remonter chaque année auprès du comité de pilotage les principaux AT graves survenus et MP afin de les analyser (recherche des causes, solutions) afin de proposer aux entreprises des mesures correctrices.</p> <p>Elles seront invitées à mettre en œuvre le Guide prévention de la FICT notamment sur l'analyse des postes de travail exposés à un risque d'AT grave ou un risque TMS avéré. L'aménagement des postes constitue un objectif prioritaire.</p> <p>Elles veilleront aux opérations de prévention des risques liées à l'utilisation des machines/matériels et notamment en cas d'achat de nouveau matériel. En cas de nécessité, elles mettront en place un plan d'actions en présence d'experts.</p> <p>Elles mettront en œuvre un programme de prévention spécifique des risques liés aux manutentions manuelles (notamment lombalgies) et ceux liés aux chutes de plain-pied et de hauteur.</p> <p>La FICT s'engage à assurer auprès de ses adhérents la promotion des outils et recommandations par les organismes préventeurs (INRS, CNAMTS), en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La démarche du couteau qui coupe • Les brochures et films sur l'affutage /affilage et sur le choix des couteaux • La liste des revêtements de sols agréés • La protection des salariés en cas de contraintes liées au travail physique au froid <p>Elle s'engage à valoriser les actions des entreprises ayant effectué des travaux important d'aménagement des postes de travail prenant en compte la prévention des risques et leur collaboration avec la CARSAT.</p>
<p>Politique de formation à la sécurité</p>	<p>Les entreprises veilleront à former leur personnel aux règles spécifiques de sécurité dans les ateliers de fabrication et de conditionnement, ainsi qu'aux mesures de sécurité dans les entrepôts/services logistiques.</p> <p>Elles mettront en œuvre un processus d'accueil des nouveaux embauchés, notamment au moyen de modules pédagogiques sur la santé et sécurité au travail en y associant les tuteurs et/ou les responsables de sécurité.</p> <p>Lorsque cela est possible, un responsable sécurité sera désigné dans les PME qui développent un projet dans la CNO.</p> <p>La CPNEFP des Industries Charcutières vérifiera que l'ensemble des référentiels CQP homologués dans le secteur intègrent la thématique de la santé et sécurité au travail afin d'augmenter le niveau de compétences des jeunes.</p>
<p>Animation/réseau</p>	<p>La FICT diffusera aux entreprises les conditions de mise en place de la CNO via ses instances et son réseau intranet. Elle procédera à une information lors des AG régionales ou séminaires d'entreprises en matière sociale.</p> <p>Dans le cadre de ces réunions, elle informera les entreprises des thèmes de prévention prioritaires retenus dans le cadre de la CNO et la liste des correspondants CARSAT. Elle leur demandera un retour à la FICT des réalisations exemplaires.</p> <p>La FICT participera aux travaux de la CNAMTS portant sur des projets de recommandations spécifiques au secteur.</p>